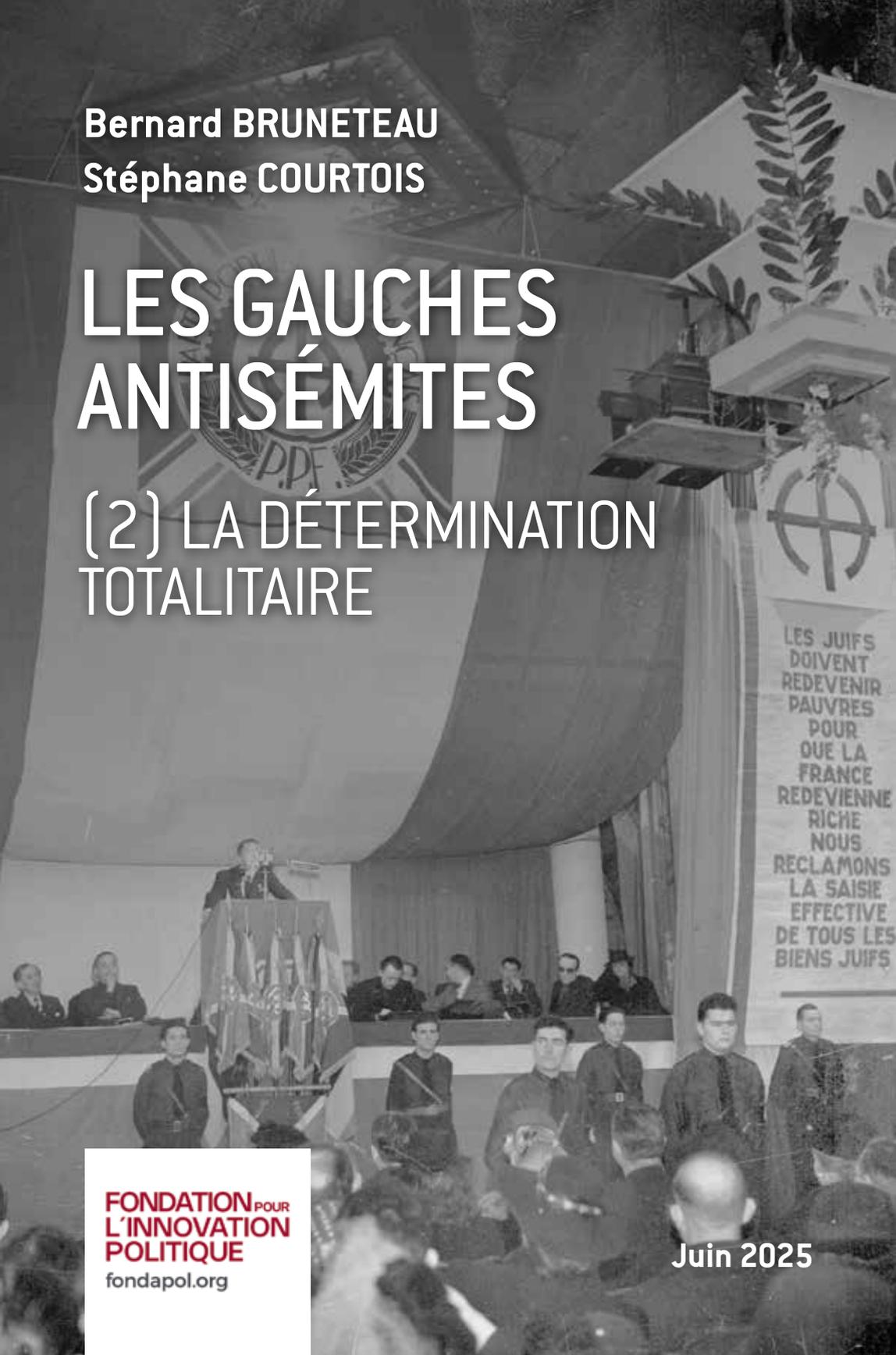


Bernard BRUNETEAU  
Stéphane COURTOIS

# LES GAUCHES ANTISÉMITES

## (2) LA DÉTERMINATION TOTALITAIRE



LES JUIFS  
DOIVENT  
REDEVENIR  
PAUVRES  
POUR  
QUE LA  
FRANCE  
REDEVienne  
RICHE  
NOUS  
RECLAMONS  
LA SAISIE  
EFFECTIVE  
DE TOUS LES  
BIENS JUIFS

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

Juin 2025



**FONDATION**<sub>POUR</sub>  
**L'INNOVATION**  
**POLITIQUE**  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

[fondapol.org](http://fondapol.org)



# LES GAUCHES ANTISÉMITES

## (2) LA DÉTERMINATION TOTALITAIRE

Bernard BRUNETEAU  
Stéphane COURTOIS

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

## FONDAPOL

*Un think tank libéral, progressiste et européen*

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

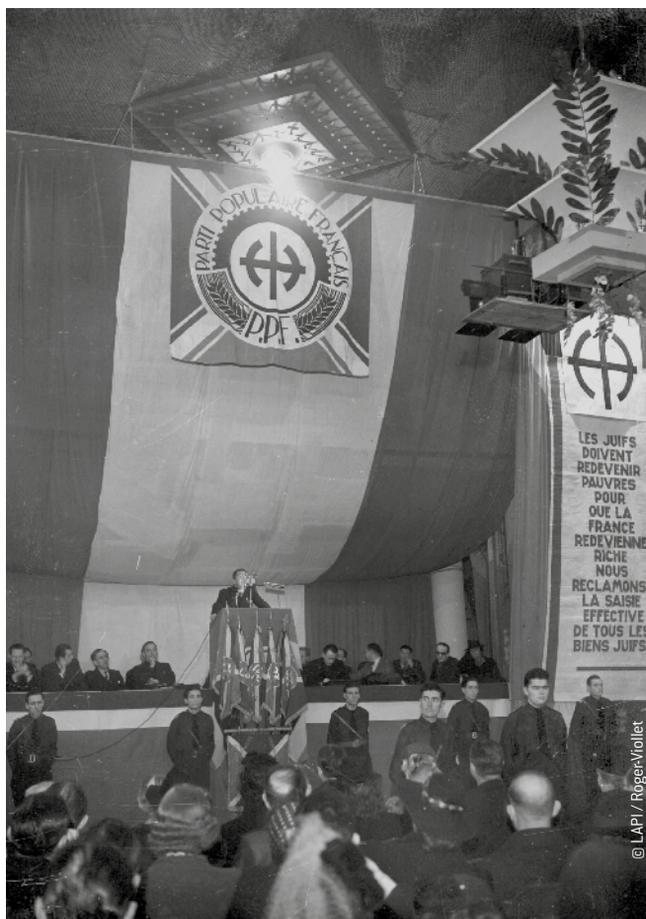
**La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.**

# SOMMAIRE

I. LE CHOC DE LA PRISE DE POUVOIR PAR HITLER.....	9
II. LA GAUCHE PACIFISTE SOUS LA RÉVERBÉRATION DU NAZISME.....	11
III. LE PCF ET LA PORTÉE ANTISÉMITÉ DE L'ALLIANCE HITLER-STALINE.....	16
IV. VICHY, LES JUIFS ET L'ANTISÉMITISME DE LA GAUCHE COLLABORATIONNISTE.....	24
V. LES COMMUNISTES ET LE CHOC DE L'ATTAQUE ALLEMANDE CONTRE L'URSS.....	29
VI. LA PRISE DE CONSCIENCE DU GÉNOCIDE DES JUIFS.....	31
VII. STALINE INVENTE L'AMALGAME ANTISÉMITISME/ANTISIONISME.....	34

# RÉSUMÉ

La prise du pouvoir par Hitler en 1933 systématise la dimension raciale et meurtrière de l'antisémitisme. Cela ne va pas empêcher la gauche pacifiste et les communistes de collaborer, à partir de juin 1940, de manière ponctuelle ou continue, avec l'Occupant nazi. Or, à peine cinq ans après le génocide des Juifs, l'antisémitisme est réactivé sur ses bases traditionnelles – contre Léon Blum –, et selon deux axes inédits. Le premier est celui du négationnisme du génocide, initié par des nostalgiques de la collaboration puis légitimé par Paul Rassinier, un résistant déporté venu du PCF puis de la SFIO, et son livre *Le Mensonge d'Ulysse*, relayé à partir des années 1960 par l'ultra-gauche. Le second axe est celui d'un antisémitisme d'État amorcé en 1946 en URSS par Staline, officialisé en 1948 et camouflé sous l'appellation « antisioniste ». Le négationnisme et cet « antisionisme » survivent à Staline. Ces deux nouvelles formes de l'antisémitisme seront reprises par les mondes communistes et arabo-musulmans. Ils constituent aujourd'hui l'une des pièces majeures démontrant la réalité de « l'islamo-gauchisme ».



Guerre 1939-1945. Meeting du PPF au Magic City, pour la saisie des biens juifs. Paris, décembre 1941.

# LES GAUCHES ANTISÉMITES

## (2) LA DÉTERMINATION TOTALITAIRE

**Bernard BRUNETEAU**

Professeur émérite en science politique à l'université Rennes 1.

**Stéphane COURTOIS**

Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

### I. LE CHOC DE LA PRISE DE POUVOIR PAR HITLER

Dans l'Allemagne de la République de Weimar, après la défaite de 1918 et ce que les nationalistes considèrent comme le « diktat » du traité de Versailles, l'antisémitisme est présent mais pas encore dominant. Le ministre des Affaires étrangères, Walter Rathenau, a brillamment négocié en 1922, avec les bolcheviks, les accords de Rapallo qui vont permettre aux Allemands de contourner les clauses de Versailles et de se réarmer clandestinement en URSS jusqu'en 1933. Mais Rathenau, un Juif parfaitement intégré, est attaqué tant par les communistes que par l'extrême droite qui l'assassine le 24 juin 1922 ; un million de personnes assistent à ses funérailles, montrant que l'antisémitisme ne s'est pas encore emparé de cette nation. De son côté, le Parti communiste (PC) allemand, sous contrôle étroit du Komintern, mène un combat permanent contre la république et surtout contre les socialistes. Au début des années 1930, il va jusqu'à s'allier dans la rue avec les nazis pour casser les meetings socialistes. Cette alliance objective se concrétise lors de la grève

des transports de Berlin en octobre 1932 et aussi quand, en juin, les nazis ont présenté une motion à la diète de Prusse réclamant la confiscation des biens des Juifs immigrés depuis le 1er août 1914. « Ce qui paraît inconcevable, et qui pourtant s'est produit, c'est que les communistes ont voté pour, et que la motion fasciste a obtenu ainsi la majorité (162 voix racistes, plus 57 communistes totalisant 219 voix sur un total de 422) », explique Angelo Tasca dans *Monde* du 2 juillet 1932, l'hebdomadaire du philosoviétique Henri Barbusse.

Fin 1933, confronté à l'échec total de sa politique en Allemagne qui a conduit à la destruction violente du PC allemand, et face aux discours de plus en plus antisoviétiques de Hitler, Staline décide d'inaugurer une politique antifasciste. En France, celle-ci prend de l'ampleur à la suite des manifestations parisiennes de l'extrême droite le 6 février et communiste le 9 février 1934. En juin, Thorez reçoit l'ordre impératif d'une alliance avec la SFIO qui l'accepte. Dès lors, Thorez et Duclos vont souvent rencontrer Léon Blum et ses assistants – André Blumel et Georges Boris, tous deux juifs.

Le 19 mai 1935, Blum participe à une puissante manifestation de commémoration de la Commune au mur des Fédérés, où il est vivement acclamé, y compris par les communistes. Son rôle majeur dans l'union des gauches réactive à l'extrême droite une violente campagne antisémite. Ainsi, dans *L'Action française* royaliste du 9 avril 1935, Charles Maurras écrit que Blum est un « détrit humain à traiter comme tel [...], un homme à fusiller, mais dans le dos ». Un discours au caractère performatif : le 13 février 1936, la voiture de Léon Blum croise un cortège de Camelots du roi qui se ruent sur lui au cri de « Blum au poteau » et manquent de le tuer. Hospitalisé, sa photo la tête bandée fait la une des journaux et le 16 février une manifestation de soutien de toutes les gauches réunit 250 000 personnes. En mai, le Front populaire – Radicaux, SFIO, PCF, CGT réunifiée, etc. – emporte les élections et Blum, devenu président du Conseil, s'entretient chaque semaine avec Thorez et Duclos qui soutiennent son gouvernement. Cette bonne entente apparente est vite lézardée par les divergences à propos de la guerre d'Espagne. La lézarde s'élargit en une large fracture avec le choc du premier des grands procès de Moscou qui, en août 1936, vise en priorité Trotski que Staline fera assassiner au Mexique en 1940 ; sur les seize condamnés à morts, douze sont juifs dont les plus proches lieutenants de Lénine avant 1917, Zinoviev et Kamenev, même s'ils ont depuis longtemps rompu avec le judaïsme et leur judéité. Et bientôt, de manière paradoxale, les gauches semblent jouer à front renversé sur la question de l'antisémitisme.

## II. LA GAUCHE PACIFISTE SOUS LA RÉVERBÉRATION DU NAZISME

Avec l'installation du régime nazi s'ouvre un nouveau contexte où des questions inédites se posent à une gauche socialiste qui avait fait du pacifisme l'une de ses valeurs centrales. Les développements de plus en plus agressifs de la politique hitlérienne – sortie de la SDN, remilitarisation de la Rhénanie, réarmement accéléré, Anschluss, crise tchécoslovaque – combinés à la nouvelle politique soviétique – entrée à la SDN, pacte d'assistance franco-soviétique – confortent le choix de l'antifascisme que la stratégie du Front populaire met au cœur de son idéologie et de sa politique. Les militants sont alors confrontés à un dilemme : lutter contre le fascisme et donc l'antisémitisme ou lutter pour la paix en apaisant une Allemagne antisémite. Cela nourrit un clivage entre pacifistes et « bellicistes » au sein des gauches qui se divisent, tant chez les radicaux-socialistes où émerge le frontisme de Gaston Bergery, que chez les socialistes où se multiplient les tendances.

Si les dissidents « néos » socialistes (les néos), avec Marcel Déat, sont hors du parti dès octobre 1933 en se réclamant d'un « socialisme national », de nouvelles tendances fracturent la SFIO au fur et à mesure de la marche à la guerre. À côté d'une courte majorité adhérant à la politique de fermeté de Léon Blum, se développe une forte minorité ultrapacifiste et anticommuniste autour de Paul Faure, la tendance de la revue *Redressement* étant la plus en pointe, sans oublier celle de la Gauche révolutionnaire. C'est au sein de cette mouvance multiforme dont le pacifisme irradie sur les marges humanistes du socialisme partisan – la militance autour des revues *Évolution*, *La Patrie humaine* et *Le Semeur* – et dans le syndicalisme – l'aile de René Belin au sein de la CGT avec son hebdomadaire *Syndicats* – que vont réapparaître des formes d'hostilité envers les Juifs, vite qualifiés de fauteurs de guerre. L'antisémitisme affectant la gauche est lié principalement à une logique de pacifisme et d'européisme intégral qui en arrive à banaliser et déradicaliser le nazisme, interprété par certains comme une forme de socialisme soluble dans un « socialisme européen ». Ces attitudes préludent à l'entrée, après 1940, d'une grande partie de cette gauche dans le collaborationnisme, cautionnant gravement, au nom de l'illusion d'une « Europe nouvelle », une politique antisémite meurtrière, au nom d'un pacifisme intégral.

Si le pacifisme originel se voulait d'abord conforme à la raison, en étant une « science de la paix », à l'époque hitlérienne, le pacifisme et l'européisme qui en découlent, sont au contraire envahis par le caractère « absolu, principiel, métaphysique » du rejet de la guerre, si fort répandu chez les intellectuels socialistes qu'il en affecte leur juste compréhension

des tensions internationales<sup>1</sup>. Au nom d'une croyance en « la patrie humaine », le pacifisme intégral, minoritaire, se voit en situation de marginalisation avec la dynamique de front populaire et l'alliance franco-soviétique, événements que cristallisent douloureusement pour certains l'évolution de Léon Blum vers une attitude de fermeté et un pacifisme de plus en plus relatif. Minoritaires, ces militants vont vivre leur engagement avec une intensité accrue, lui donnant parfois la dimension d'une croyance, voire d'une eschatologie, au fur et à mesure que les conditions de réalisation d'une Europe pacifiée apparaîtront toujours plus compromises, se satisfaisant de l'espoir d'une délivrance finale, quelles qu'en soit la forme et les modalités, à savoir une union européenne intégrant tous les types de régimes, Allemagne nationale-socialiste comprise.

Des revues ont exprimé cette volonté de perpétuer l'aspiration à une unité européenne même après l'installation du régime nazi : *Terre d'Europe*, Europe d'abord, expressions de la Ligue pour les États-Unis d'Europe, anciennement Union Jeune Europe, fondée à Genève le 1<sup>er</sup> septembre 1930. Mais aussi *Évolution* et *La Patrie humaine*, organes de la Ligue internationale des combattants de la paix, avec en pointe les signatures de Victor Margueritte, Félicien Challaye, Armand Charpentier et Georges Demartial, tout à leur passion de stigmatiser l'esprit de croisade des démocraties belligères<sup>2</sup>. Domine ici la vision d'une Allemagne nationale-socialiste qui dupliquerait simplement l'autoritarisme de l'Allemagne d'avant 1914 et qui, animée par une « hantise revancharde » compréhensible, ne s'attacherait qu'au seul démantèlement du traité de Versailles et à l'égalité des droits de tous les peuples européens, vainqueurs et vaincus. Si « faire la paix, c'est faire l'Europe », la justice rendue à l'égard des droits de l'Allemagne désarmerait idéologiquement le nazisme. Mais la gauche pacifiste va peu à peu évoluer vers un cadre interprétatif encore plus rassurant, qui présente l'Allemagne sous les traits séducteurs d'une expérience socialisante et communautaire. *Feuilles libres*, la revue de Léon Emery parrainée par le philosophe Alain, n'évoque-t-elle pas des « éléments remarquables de socialisme pratique »<sup>3</sup> ? Cette « réverbération » du nazisme induite par une volonté de paix absolue se trouve en particulier chez ces militants qui ont satisfait leur curiosité en faisant le voyage en Allemagne, comme d'autres le font alors au pays des Soviets<sup>4</sup>.

Cette vision complaisante du nazisme est à relier à l'anticommunisme absolu qui saisit cette gauche pacifiste devant la volte-face de la politique

1. Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre*, Seuil, 1993, p. 240-241.

2. Georges Demartial publie en 1939, *La Légende des démocraties pacifiques*.

3. Par exemple, Léon Emery, « Sur l'Allemagne national-socialiste », *Feuilles libres*, n° 73, 15 février 1939.

4. Philippe Burrin, *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Seuil, 1986, p. 72.

étrangère de Staline, sa plate-forme antifasciste jugée cynique et « belliciste » et l'accentuation de la terreur d'État culminant avec les procès de Moscou. Ainsi, dès 1935, Pierre Clémenti – venu de la gauche – et Mathieu Degheil – ex-communiste – créent le Parti français national-communiste qui publie *Les Juifs en URSS* ; s'ouvrant sur la phrase « Les Juifs veulent dominer les peuples du monde entier », ce pamphlet établit sur 64 pages le répertoire de tous les Juifs importants d'URSS<sup>5</sup>.

Dans l'appel antitotalitaire lancé par Delais le 25 janvier 1937 en vue du congrès de la Ligue des droits de l'homme, on s'élève contre la division de l'Europe en deux blocs, souhaitant au contraire « ouvrir avec l'Allemagne une négociation d'ordre économique, puis d'ordre politique, en vue d'apaiser les antagonismes qui menacent la paix de l'Europe<sup>6</sup> ». Car, affirme Zoretti à l'orée de la guerre, « n'importe quel régime nous semble préférable au régime révolutionnaire stalinien<sup>7</sup> ». Et cela fait comprendre comment pouvait naître, chez des hommes de gauche tentés par l'apaisement, une pension à l'accommodation.

C'est au regard du pacifisme intégral et de cette stratégie d'accommodation avec l'Allemagne nazie que doit se comprendre le développement d'un discours antisémite qui pointe les « Juifs bellicistes ». Celui-ci affecte toute une galaxie de gauche, des néosocialistes à l'aile paul-fauriste de la SFIO et aux syndicalistes proches de René Belin, des frontistes aux multiples officines du militantisme humaniste-pacifiste. Si l'on retrouve comme vecteurs de cet antisémitisme des vétérans de la génération d'Édouard Drumont qui réapparaissent dans ce nouveau contexte – ainsi Urbain Gohier, Lucien Pemjean, Robert Louzon...<sup>8</sup> –, on note surtout l'émergence d'une nouvelle génération, née pendant l'Affaire Dreyfus et marquée par la Grande Guerre, développant de nouveaux arguments en rapport avec l'idéal pacifiste d'« apaisement » avec l'Allemagne<sup>9</sup>. Et c'est logiquement à partir de 1936 que ce discours commence à déferler, d'abord contre « Blum-la-guerre » et ses proches, André Blumel et Jules Moch, ensuite contre les Juifs antifascistes, enfin contre les Juifs en général. Bernard Lecache, président de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) peut alors légitimement s'interroger : « Le pacifisme intégral serait-il contre les droits de l'homme ?<sup>10</sup> ».

5. *Les Juifs en URSS*, Introduction de Mathieu Degheil, Nouvelles Éditions nationales, 1935.

6. Cité in Emmanuel Naquet, *Pour l'Humanité. La Ligue des droits de l'homme, de l'Affaire Dreyfus à la défaite de 1940*, Presses universitaires de Rennes, 2014, pp. 558-559.

7. Ludovic Zoretti, « Un danger réel », *Redressement*, n° 14, 1<sup>er</sup> novembre 1939.

8. Le vieil antimilitariste dreyfusard Urbain Gohier republié en 1938, sous le pseudonyme d'Isaac Blumchen, son pamphlet antisémite de 1913, *À nous la France*.

9. Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Complexe, 2005.

10. *Le Droit de vivre*, 11 janvier 1936, cité in Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008, p. 371.

Dès la formation du gouvernement de Front populaire, les partisans de Paul Faure s'indignent ainsi de voir « un peu trop de Juifs dans les ministères », fustigeant « la dictature juive sur le parti » et refusant la « guerre juive » promise par l'antifascisme militant. À l'instar des « néos » qui reprochent à Blum « de pousser à la guerre pour l'URSS et pour la juiverie ». Au moment des accords de Munich en septembre 1938, Ludovic Zoretti accuse sans ménagement la « juiverie belliciste » : « Le peuple de France n'a aucune envie de voir une civilisation anéantie et des millions d'êtres humains sacrifiés pour rendre la vie plus agréable aux cent mille Juifs de la région des Sudètes ». Même écho chez Gaston Bergery qui avoue « comprendre » l'antisémitisme au regard de « la place des Juifs hors de proportion avec leur nombre » et cela devant le spectacle de ces Juifs exilés qui poussent à la guerre pour « venger quelques centaines de milliers de Juifs malheureux ». Le même refrain du « juif belliciste » se retrouve au sein du Centre syndical d'action contre la guerre (CSAG), à la Ligue internationale des combattants de la paix (LICP), à *La Patrie humaine* qui accueille les bonnes feuilles de *Bagatelles pour un massacre* de Céline, et au *Semeur* qui évoque la « coalition souhaitée du judaïsme et du marxisme, de la démocratie sociale et de la finance contre la nation allemande<sup>11</sup> ». Si Challaye convient que « le trait le plus déplaisant de l'Allemagne actuelle, c'est son attitude à l'égard des Juifs », il admet « des relations cordiales et confiantes entre la France telle qu'elle est et l'Allemagne telle qu'elle est<sup>12</sup> ».

Il faut noter ici deux éléments de continuité avec l'antisémitisme de gauche du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, l'accusation de « bellicisme juif » renvoie à l'idée de complot mondial d'une « internationale juive » contre la paix, de la même façon que l'on avait dénoncé plusieurs décennies auparavant la « finance juive » coupable de détruire la paix des sociétés. Ensuite, c'est encore au nom d'un sentiment vertueux – le désir de paix – que l'on mène toujours le combat antisémite, comme hier une lutte semblable se faisait sous le juste drapeau de l'émancipation ouvrière. L'antisémitisme de gauche mute en gardant la même unité structurelle, mais avec une dimension supplémentaire lorsqu'une part de cette gauche pacifiste en arrive à banaliser le nazisme.

Elle en vient à porter une interprétation « socialiste » du régime nazi. La notion de « socialisme européen » est, en effet, au cœur de la pensée des « néos » et de Marcel Déat en particulier, dont l'évolution en la matière précise et synthétise celle de toute une génération de dissidents ou

11. Michel Dreyfus, « Le pacifisme, vecteur de l'antisémitisme à gauche dans les années 1930 », *Archives juives*, 2010/1, vol. 43, pp. 54-65.

12. Simon Epstein, « Les dreyfusards sous l'Occupation », in *Être dreyfusard hier et aujourd'hui*, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 403-410.

de marginaux du socialisme des années 1930 et 1940<sup>13</sup>. En conflit ouvert avec Léon Blum, l'auteur de *Perspectives socialistes* a marqué sa différence par une posture « européenne ». Suivant les « techniciens » Barthélemy Montagnon et Charles Spinasse qui l'avaient précédé sur ce terrain, il a très tôt fait de l'unification de l'Europe l'expression d'un authentique socialisme qui saurait dépasser le problème de la révision des traités par la « dévalorisation des frontières », accédant par là-même au statut de solution miracle de tous les problèmes<sup>14</sup>. Cette référence européenne est l'opérateur intellectuel qui permet d'accentuer définitivement sa différence une fois la rupture consommée avec le parti de Léon Blum qui, pour sa part, fait désormais de l'antifascisme l'objet dominant de sa réflexion interne.

À cela s'ajoute la référence au planisme, si à la mode en ces années. Arrêter le déclin intérieur par le rassemblement national autour d'un plan d'action et arrêter la guerre par un plan de solidarité économique européenne : pour Déat, le socialisme a nécessairement ces deux faces complémentaires. Dans ces années où se noue et triomphe la dynamique de front populaire corrélé à un antifascisme doctrinal, le pont fait entre un « plan français » et un « plan européen » est, pour tous les néosocialistes, une façon de proposer une alternative de « troisième voie » propre à rassembler cette nébuleuse « technicienne » pour laquelle ces plans sont une terre promise. Et la notion de « socialisme européen » se précise encore plus après 1937 et l'échec du Front populaire. Trois constats sont notamment établis. On s'aperçoit d'abord que le changement d'échelle du capitalisme a pu interdire ou subvertir une expérience économique nationale volontariste. Le « trust » apparaît comme vainqueur de l'État, la haute finance comme dominant la nation. Surtout est tirée la conclusion définitive que la contradiction essentielle oppose non pas les classes entre elles, ni mêmes les nations autarciques aux nations libérales, mais tout simplement l'internationalisation de l'économie à l'État-nation. L'heure est donc au « syndicalisme des États », seul remède face à la puissance des « trusts<sup>15</sup> ». Zoretti en tire la conclusion en réanimant de vieilles images : « Notre adversaire contre lequel nous luttons depuis que le mouvement ouvrier existe, c'est la ploutocratie, c'est le grand capitalisme financier. [...] Tout ce qui tend à réduire la ploutocratie est révolutionnaire. Le fascisme, l'hitlérisme sont des forces révolutionnaires<sup>16</sup> ».

13. Sur cet engagement, voir Bernard Bruneteau, *Les « collabos » de l'Europe nouvelle*, CNRS Éditions, coll. « Biblis », 2016, pp. 386-406.

14. Marcel Déat, *Perspectives socialistes*, Valois, 1930, pp. 204-208.

15. On fait alors beaucoup référence au « livre magistral » de Francis Delaisi, *La démocratie et les financiers*, paru en 1910, et qui mettait en scène la « Confédération générale du capital ».

16. Ludovic Zoretti, *Syndicats*, 27 avril 1939, cité in Marc Sadoun, « Les facteurs de la conversion au socialisme collaborateur », *Revue française de science politique*, vol. 28, n° 3, 1978, p. 478.

Les deux constats précédents confluent ainsi vers un troisième qui s'apparente à une réévaluation « socialiste », déjà notée chez les pacifistes intégraux, de l'expérience nazie en cours. La mise en valeur du caractère anticapitaliste des mesures planistes du III<sup>e</sup> Reich et la perception d'un contrôle des trusts par l'État autorisent chez Déat, la définition de l'Allemagne comme une « forme de socialisme<sup>17</sup> » ; chez ses amis de *Redressement*, l'idée vient que « l'étatisation, sinon la socialisation, de la puissance et du profit capitalistes [ayant] été réalisés [...] l'action de la spéculation internationale sur une telle économie est évidemment impossible<sup>18</sup> ». Pour cette gauche marginale, les chances de paix ne résident donc plus dans la démocratisation du continent, mais dans une adaptation aux temps nouveaux. « Le dynamisme totalitaire, peut-on lire à *Redressement*, ne serait pas cause de guerre si ce capitalisme était détruit de par le monde. Les accords avec l'Allemagne ne pourront se réaliser que lorsque les économies des démocraties seront devenues socialistes<sup>19</sup> ». L'expérience économique nazie acquérant le statut de « voie » vers le socialisme, l'espace semblait enfin ouvert pour un « plan européen ». Zoretti appelle à un « désarmement général enfin accompli par la collaboration des peuples dans le cadre d'États libérés de la tutelle des trusts et des banques<sup>20</sup> ». Et Déat, à « la collaboration, dans un avenir plus ou moins proche, [qui] amènera les nations européennes à se grouper comme des provinces fédérées<sup>21</sup> ».

Nous sommes ici au bout du processus qui fait passer du « socialisme national » au « socialisme européen » et des « perspectives socialistes » aux « perspectives européennes ». Pour Déat, l'Europe unie, même avec l'Allemagne nazie, est LE socialisme. Il est loin d'être le seul à le penser.

### III. LE PCF ET LA PORTÉE ANTISÉMITE DE L'ALLIANCE HITLER-STALINE

Le 3 mai 1939, Staline fait cerner, à Moscou, le ministère des Affaires étrangères par le NKVD et démet de ses fonctions le ministre Maxime Litvinov – né Meir-Henoch Moïsseïevitch Wallach – qui était depuis des années le défenseur, sur ordre, d'une politique de sécurité collective face

17. Marcel Déat, « Conditions d'un équilibre français », *Bulletin d'X-Crise*, n° 52, décembre 1938, p. 13.

18. Georges Soulès, « Le socialisme doit-il réviser sa critique du fascisme ? », *Redressement*, n° 8, avril 1939.

19. Marc Dusseaux, « Le fascisme a-t-il donné à l'économie allemande une structure socialiste ? », *Redressement* n° 10, 21 mai 1939.

20. Selon les termes de la motion de sa tendance en vue du congrès extraordinaire de Montrouge du 24 décembre 1938. Cité dans la notice « Ludovic Zoretti » du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome XLIII, Paris, Les éditions ouvrières, 1993, p. 426.

21. « Conditions d'un équilibre français », *art. cit.*

à la montée du nazisme. Molotov qui lui succède lance à Litvinov : « Nous sommes ici pour disperser la synagogue. » Une grande partie du personnel, juif en particulier, est purgée, marquant ainsi une nouvelle étape dans des négociations secrètes avec le III<sup>e</sup> Reich, amorcées après que Hitler eut déchiré les accords de Munich en envahissant la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939. Ces négociations aboutissent le 23 août à la signature à Moscou d'un pacte qualifié par antiphrase « de non-agression », accompagné de protocoles secrets qui attribuent la partie orientale de la Pologne – l'actuelle Ukraine occidentale – à l'URSS, ainsi qu'une zone d'influence sur les États baltes. Conséquence immédiate, l'Allemagne attaque la Pologne le 1<sup>er</sup> septembre et l'URSS en fait autant le 17 septembre, déclenchant ainsi la Deuxième Guerre mondiale.

Le 28 septembre, un second pacte, « d'amitié et de délimitation des frontières » entre Hitler et Staline, officialise le dépècement de la Pologne, tandis que le discours antinazi disparaît de toutes les publications soviétiques, et avec lui la dénonciation de l'antisémitisme et de la persécution des Juifs par les nazis. Début 1940, le Reich demande à Staline d'accueillir 350 000 Juifs allemands et 1 800 000 Juifs polonais, ce qu'il refuse. En revanche il livre à Hitler environ un millier de citoyens allemands réfugiés en URSS, souvent communistes, dont la plupart sont juifs ; et les Juifs fuyant la Pologne occupée qui se précipitent à la nouvelle frontière soviétique, victimes de tirs allemands, sont violemment refoulés. De 1939 à 1941, l'URSS intègre comme citoyens soviétiques près de 1 900 000 Juifs de Pologne, des États baltes et de Bessarabie annexés<sup>22</sup>. Cette indifférence volontaire et ce refus de porter assistance se transforment bientôt en une persécution des Juifs de la Pologne orientale rattachée à la république d'Ukraine, dirigée alors par Nikita Khrouchtchev, dont 275 000 sont déportés au Goulag<sup>23</sup>. Ces décisions soulignent le peu de cas que Staline, apparu jusque-là comme un fervent antinazi, faisait du sort funeste que Hitler réservait aux Juifs et qui avait été souligné le 9 novembre 1938, lors de la Nuit de Cristal, première grande manifestation homicide contre les Juifs allemands – 70 000 arrestations et déportations en camp de concentration, près de 2 500 assassinats, plus de 250 synagogues détruites.

Cette politique d'alliance avec le Reich a des répercussions jusqu'en France. En effet, obéissant aux ordres du Komintern, la direction du PCF condamne dès la mi-septembre 1939 l'engagement de la France

22. A. Vaksberg, *Staline et les Juifs*, éd. Robert Laffont, 2003, p. 10.

23. Voir, par exemple, le remarquable témoignage d'Aleksander Watt, cet intellectuel juif polonais, ex-communiste, qui en octobre 1939 fuit la Pologne occidentale où la Gestapo le recherche. Arrêté par le NKVD à Lvov, accusé de « sionisme » et de « trotskisme », il est emprisonné à la Loubianka jusqu'en 1941, tandis que sa femme et son fils sont déportés au Kazakhstan (*Mon siècle. Entretiens avec Czeslaw Milosz*, Éditions Noir sur Blanc, [1989], 2024).

dans la guerre contre l'Allemagne, ce qui entraîne son interdiction par le gouvernement Daladier. Le 1<sup>er</sup> octobre 1939, une lettre ouverte diffusée par Jacques Duclos proclame que la France étant entrée en guerre pour soutenir la Pologne et que celle-ci est rayée de la carte, l'engagement français est désormais sans objet<sup>24</sup> ! Les principaux dirigeants (Duclos, Frachon, Tréand, Ramette) reçoivent l'ordre de disparaître dans la clandestinité, tandis que Thorez déserte de son régiment, passe en Belgique puis est exfiltré en URSS sous faux passeport soviétique, où il va rester jusqu'en novembre 1944<sup>25</sup>.

Dès la deuxième quinzaine d'octobre 1939, le journal *L'Humanité* devenu clandestin publie un numéro spécial imprimé par Fried et les dirigeants repliés en Belgique<sup>26</sup>. Titré « À bas la guerre impérialiste ! », y figure un long article signé d'André Marty, dirigeant du Komintern et membre du Bureau politique, alors à Moscou, intitulé « Lettre ouverte à Monsieur Léon Blum, directeur du *Populaire* ». Blum y est la cible de très nombreuses attaques, accusé d'à peu près toutes les fautes de la politique française depuis 1920. Quelques mois plus tard, le PCF revient à la charge avec un très long article intitulé *Renégats et politique d'union sacrée. Léon Blum tel qu'il est*, publié en allemand à Stockholm le 16 février 1940, dans la revue du Komintern *Die Welt*. Cette très violente attaque contre le chef de la SFIO, signée de Maurice Thorez, ne sera pourtant évoquée publiquement qu'en mai 1951, dans la revue *Contacts*, au travers d'un article intitulé « Le communisme et les "Juifs" », dû à la plume de Gédéon Haganov, pseudonyme de Boris Souvarine<sup>27</sup>. En mars 1956, la SFIO publie le texte dans son intégralité, ce qui contraint le PCF à le restituer en 1959<sup>28</sup>, non sans préciser les circonstances de sa publication clandestine « pendant la guerre<sup>29</sup> ».

L'article s'ouvre sur une longue citation de Romain Rolland qui, au moment de l'Affaire Dreyfus, avait refusé de trancher entre les deux camps et ne se cachait pas d'être antisémite, avant de devenir entre les deux guerres un thuriféraire de Staline :

24. Voir « Autour de la lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1939 au président Herriot », *Communisme*, n°1, 1982.

25. Voir Stéphane Courtois, 1939, *l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne*, Fondation pour l'innovation politique, 2019.

26. Toutes les citations de *L'Humanité* sont tirées de la réédition en fac-simile publiée par le PCF : *L'Humanité clandestine, 1939-1944*, Préf. Jacques Duclos, Éditions sociales/Institut Maurice Thorez, 1975, 2 vol.

27. Gédéon Haganov, *Le Communisme et les « juifs »*, supplément de *Contacts* n°9, mai 1951, 31 p.

28. Maurice Thorez, « Blum tel qu'il est », in M. Thorez, *Œuvres*, t. 19, « Octobre 1939-juillet 1944 », Éditions sociales, mars 1959, p. 28-53.

29. A ce jour, aucun exemplaire de cette brochure n'a été retrouvé en France par les archivistes ou les historiens.

« C'était un de ces fils de bourgeois enrichis, qui font de la littérature aristocratique et jouent les patriciens de la Troisième République. Il se nommait Lucien Lévy-Cœur. Il avait [...] la parole câline, des manières élégantes, des mains fines et molles qui fondaient dans la main. Il affectait toujours une très grande politesse, une courtoisie raffinée. [...] Il s'attaquait à tout ce qu'il y avait de viril, de pur, de sain, de populaire, à toute foi dans les idées, dans les sentiments, dans les grands hommes, dans l'homme. [...] Lucien Lévy-Cœur était socialiste. [...] Les feuilles socialistes étaient pleines de ces petits bonshommes de lettres, "art pour art", porteurs d'un dilettantisme décadent ».

Et Thorez de préciser : « L'auteur écrivant en 1908, peignait d'après nature. Il connaissait bien son modèle [...] le citoyen Léon Blum. » Après ce portrait opposant d'emblée l'intellectuel efféminé et hypocrite *versus* le prolétaire musclé et direct de la propagande stalinienne, Thorez précise que Blum appartient à « une famille de la grande bourgeoisie d'affaire » – pourtant quasi ruinée en 1940 –, installée « dans le quartier commerçant du Sentier » – connu alors comme le quartier de la confection juive –, « à deux pas de la Bourse, le temple moderne du Veau d'or ». Lévy-Cœur/Blum « fit carrière dans la "politique" [...], l'art faisant de truquer et de brouiller les cartes pour tromper la classe ouvrière, pour l'abuser à force de mensonge et d'hypocrisie [...] ».

Après ce coup de chapeau rituel à la relation entre les Juifs et l'argent, Thorez attaque « le délicat esthète qui écrivit un *Essai sur le mariage*, qui obtint un certain succès dans la société des salonards et autres profiteurs du régime aux mœurs dissolues, mais qui reste ignoré des prolétaires révolutionnaires », puis qui « se consacra à la critique théâtrale dans les colonnes du *Matin*, le plus vénal des journaux parisiens [...] dont la caisse était alimentée par l'or du tsar ». En réalité l'essai de Blum était une réflexion sur le mariage où il incitait les femmes à vivre, comme les hommes, des expériences préconjugales, avant de s'engager durablement. Cette morale était alors à l'exact opposé du modèle de la famille du prolétaire et de la kolkhoziennne, imposé par Staline, même si les mœurs communistes de l'époque – tant soviétiques que du PCF – y correspondaient peu, surtout parmi les dirigeants.

Puis le texte revient sur l'épisode du congrès de Tours où Léon Blum a joué le premier rôle dans la critique des bolcheviks, lors d'un discours resté célèbre mais qui « porte bien la marque de son habituelle mauvaise foi, de sa casuistique fielleuse », un congrès où il « calomniait les travailleurs, insultant leur enthousiasme révolutionnaire », avec son « accusation calomnieuse » d'un parti « de "société secrète" [...] obéissant à des "comités occultes et irresponsables" ». Il est pourtant vrai

qu'en septembre 1939 l'enthousiasme des travailleurs était au plus bas depuis que le PCF avait obtempéré aux ordres d'un « comité occulte » – le Komintern et à son agent principal en France, Eugen Fried –, se soumettant à la politique stalinienne d'alliance avec le Reich.

Thorez reproche à Blum de ne pas avoir prévu l'arrivée de Hitler au pouvoir : il est « un mauvais prophète » qui « étale une fausse science » et « qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez » ... Les épithètes pleuvent : « le sinistre Blum », « le rusé politicien », « démasqué comme agent direct de la bourgeoisie », « regrets hypocrites », « besogne méprisable ». La position de Blum sur la guerre d'Espagne donne lieu à un feu d'artifice d'insultes : « Le traître Blum commet l'un des plus grands crimes de son existence malfaisante. [...] Ce Tartuffe immonde essaye de justifier par des phrases sur la paix la condamnation à mort qu'il porte contre des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants espagnols. Il devient hideux d'hypocrisie, jusqu'à donner la nausée à ceux qui doivent parfois l'approcher, non sans répulsion. [...] Le cœur froid et sec du répugnant personnage ne peut l'empêcher de veiller avec une rare férocité au maintien rigoureux du blocus ». Et comme si cela ne suffisait pas, Thorez ajoute : « Léon Blum doit être hanté par les spectres de ses innombrables victimes : comme lady Macbeth, il doit voir avec terreur le sang innocent qui tache à jamais ses mains aux doigts longs et crochus. » Chacun peut alors visualiser les abominables caricatures du Juif qui émaillaient la presse antisémite française d'avant 1914 et celle du pire journal antisémite nazi, le *Stürmer*, en attendant les affiches de l'exposition « Le Juif et la France » organisée à Paris en septembre 1941 par les nazis et leurs collaborateurs français.

Thorez revient sur les graves incidents intervenus à Clichy le 16 mars 1937, lors d'une réunion du parti du colonel de La Roque contestée par des contre-manifestants de gauche, qui s'en prirent à la police venue maintenir l'ordre – 8 morts dont 6 manifestants et 2 policiers, et plus de 500 blessés dont 300 manifestants et 250 policiers –, alors que le ministre de l'Intérieur était le socialiste Marx Dormoy. Prévenu en urgence, Léon Blum se précipita sur les lieux, ainsi décrit par Thorez : « Vers minuit survient en tenue de soirée le président du Conseil. L'assassin des ouvriers de Clichy sort de sa loge de l'Opéra, raide sous l'habit de cérémonie, guindé dans son plastron, ganté de blanc, le chapeau haut de forme à la main, la pelisse sur les épaules ». On verrait presque surgir le Diable de Faust !

Le summum est atteint à propos du soutien de Blum, avec l'ensemble des autres partis, à l'interdiction du PCF, alors que la France honorait dans la difficulté ses engagements envers la Pologne, qui allaient lui coûter une défaite historique, une occupation-pillage de quatre années et plus de six cent mille morts. Thorez attaque au maximum :

« C'est ainsi que même pour une canaille politique de l'envergure de Blum, il n'y a pas de commune mesure entre ce qu'il a pu dire et faire hier et ce qu'il dit et fait aujourd'hui. Abandonnant ses contorsions et ses sifflements de reptile répugnant, Blum donne désormais libre cours à ses instincts féroces de bourgeois exploiteur qui a tremblé un moment pour ses privilèges. [...] En bon chien de garde [du capital], il aboie à pleine gueule contre la classe ouvrière, contre l'Union soviétique, contre le communisme. [...] le chacal Blum prend la tête de la meute hurlante déchaînée contre l'Union soviétique. [...] le gremlin se livre à une véritable danse du scalp. [...] Blum-la-guerre veut faire croire que la France capitaliste [...] n'a pris les armes que pour rester "fidèle" à ses engagements envers la Pologne. [...] Quelle puante hypocrisie, quel cynisme odieux de la part du coquin [...] cet auxiliaire de la police, le mouchard Blum. [...] Dans son délire de belliciste enragé, [...] Blum se surpasse lui-même en canaillerie, c'est lorsqu'il s'en prend à l'Union soviétique, au parti bolchevik, à Staline, ce géant de la pensée et de l'action révolutionnaire ».

Conclusion : « Il y a en Blum l'aversion de Millerand pour le socialisme, la cruauté de Piłsudski, la férocité de Mussolini, la lâcheté qui fait des hommes sanguinaires comme Noske et la haine de Trotski envers l'Union soviétique ». Curieusement, le nom de Hitler ne figure pas dans la liste. Il est vrai que pour le moment, celui-ci ne manifestait aucune haine à l'égard de l'Union soviétique, même s'il répondait à tous les autres critères. Dans ces conditions « la classe ouvrière ne peut manquer de clouer ce monstre moral et politique au pilori d'infamie. Elle ne peut manquer de condamner et de rejeter avec horreur et dégoût Blum-le-bourgeois, Blum-la-non-intervention, Blum-la-pause, Blum-l'assassin-de-Clichy, Blum-le-policier, Blum-la-guerre ». En faisant publier ce texte en 1959 dans ses *Œuvres*, le secrétaire général inamovible du PCF, de 1930 à sa mort en 1964, assumait pleinement cette diatribe. Il est vrai que Léon Blum, interné par les nazis dans l'enceinte du camp de Buchenwald de mars 1943 à avril 1945 avec son épouse, était décédé en 1950 et bien incapable de défendre son honneur.

En reprenant certains des stéréotypes antisémites les plus rituels – la finance juive, le bellicisme juif, l'hypocrisie et le mensonge juifs, etc. –, ce pamphlet n'a pu que favoriser la politique de la direction clandestine du PCF envers l'occupant nazi durant l'été 1940. En effet, dès le 18 juin, celle-ci prend contact à Paris avec les services de la propagande allemande afin de pouvoir republier *L'Humanité*. Très vite, cette initiative de Jacques Duclos, sur ordre du Komintern, se transforme en une négociation politique avec Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne en zone occupée

et représentant personnel de Hitler<sup>30</sup>. Afin d'amadouer Abetz, Duclos établit le 20 juin une déclaration d'intention où les « responsables de la défaite » sont stigmatisés, dont à deux reprises « le juif Mandel ». Message reçu : l'un des interlocuteurs nazis conseille à sa hiérarchie : « Il faut gagner les communistes. C'est aujourd'hui possible. Les communistes sont en train de devenir antisémites et antimarxistes<sup>31</sup> ». Ces démarches montrent au moins une complète indifférence à la persécution antisémite des nazis, et au pire à la permanence d'un fond antisémite chez les dirigeants communistes.

Si ces démarches, dont Duclos rend compte à Moscou, sont finalement suspendues fin août, elles montrent que, pour le moins, la question de l'antisémitisme ne préoccupait pas le parti. D'ailleurs, commémorant l'anniversaire du pacte germano-soviétique, *l'Humanité* du 28 août ajoute que « grâce à la politique stalinienne de paix, l'URSS [...] a libéré 23 millions d'êtres humains du joug du capital » ; or ce chiffre comprenait les 11 millions de Polonais tombés sous la coupe de Hitler, dont 3 millions de Juifs déjà voués à l'extermination ; c'était un nouvel indice de la profonde incompréhension par la direction communiste du fait que la question juive était, pour les nazis, un des fondements de leur idéologie et un des objectifs de leur guerre, bientôt désigné en langage codé de « solution finale ».

Lorsque fin septembre 1940 l'occupant nazi exige que tous les Juifs de zone occupée soient recensés, obligés de se faire enregistrer dans les commissariats, le PCF ordonne à ses militants juifs d'obtempérer et, un peu plus tard, de se faire apposer le tampon « juif » sur leur carte d'identité, ce qui aggravera pour eux la menace. Datée du 10 septembre 1940, *l'Humanité*, réagit par un entrefilet intitulé « À bas l'antisémitisme », mais qui ne prend pas la mesure d'une éventuelle persécution raciale, se contentant de répéter la traditionnelle analyse de classe : « L'antisémitisme est une invention des réactionnaires pour empêcher les travailleurs de s'unir contre leurs ennemis de classe, les capitalistes. Tous les travailleurs sans distinction de race doivent s'unir contre tous les capitalistes sans distinction de religion ou de race ».

Alors que, le 6 septembre 1940, Maurice de Rothschild est déchu de sa nationalité française, *l'Humanité* du 3 octobre se félicite : « Des biens appartenant à M. Maurice de Roschlid [sic] ont été confisqués. Très bien.

30. Voir Stéphane Courtois, « Un été 1940. Les négociations entre le PCF et l'occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste », *Communisme*, n°32-34, 1992-93, pp. 85-128.

31. Jean-Pierre Besse, Claude Pannetier, *Juin 1940. La Négociation secrète*, Éditions de l'Atelier, 2006, pp. 10-13 et 54.

Mais exproprier un capitaliste parce qu'il est juif et laisser les autres ne résoudre rien ». Or le même jour le gouvernement de Vichy instaure le statut des Juifs, puis promulgue le lendemain une loi ordonnant l'internement des Juifs étrangers. Ces mesures n'appellent aucun commentaire de *l'Humanité* qui republie intégralement la lettre ouverte du 1er octobre 1939 exigeant l'arrêt de la guerre contre l'Allemagne. Encore une fois, un pacifisme de circonstance est associé à une neutralité active en faveur de l'Allemagne, et à une indifférence au sort des Juifs, voire à une haine « de classe » à l'égard de leurs représentants politique et économique, Rothschild et Blum.

Le 30 juillet 1940, le maréchal Pétain crée une cour suprême de justice chargée de juger cinq personnalités politiques, dont Léon Blum, arrêté le 15 septembre en dépit de son immunité parlementaire et emprisonné avant de passer en jugement à Riom. Pour le régime de Vichy, il incarne « l'esprit de jouissance » – les congés payés, la semaine de quarante heures, la politique des loisirs –, et porte ainsi la responsabilité morale de la défaite ; en outre, il a voté contre les pleins pouvoirs au maréchal. Et surtout, il incarne LE Juif, désormais défini par le « statut ». Une démarche qui ne pouvait que ravir Hitler qui le fit savoir par la voix d'Otto Abetz : il était essentiel que l'Allemagne soit disculpée de toute velléité belliqueuse ... dans la continuité de la lettre ouverte de Duclos du 1<sup>er</sup> octobre 1939 !

Or début octobre 1940, dans un numéro spécial imprimé en Belgique, *l'Humanité* rappelle que Marty avait en octobre 1939 « rendu publique une lettre cinglante au fauteur de guerre Blum ». Dans la foulée, le 19 décembre 1940, François Billoux – chef des quarante-quatre députés communistes condamnés par le tribunal militaire de Paris en avril 1940 pour reconstitution de parti interdit – adresse au maréchal Pétain, depuis sa prison, une lettre où il demande à témoigner contre les dirigeants de la III<sup>e</sup> République, apportant ainsi de l'eau au moulin antisémite discriminatoire de Vichy et racialisé de l'occupant. Ainsi pèse jusqu'en France la politique d'alliance de Staline avec Hitler, même si au sein du PCF certains commencent à réagir, comme le philosophe Georges Politzer et le physicien Jacques Solomon, tous d'eux juifs, qui publient à l'automne 1940 la revue clandestine *L'Université libre* où est dénoncé l'antisémitisme tant du gouvernement de Vichy que de l'occupant. Ils sont d'ailleurs parmi les initiateurs de la manifestation avortée des étudiants communistes et gaullistes à l'Arc de triomphe le 11 novembre 1940.

Après l'entrevue entre Hitler et Pétain à Montoire le 22 octobre 1940, qui officialise la politique de collaboration d'État, le PCF rejette encore dos à dos tous ceux qui veulent entraîner la France dans la guerre, aussi bien du côté allemand – Doriot, Déat et les autres collaborationnistes

– qu’anglais – de Gaulle. Et alors que la situation des Juifs, français comme étrangers, s’aggrave chaque jour, *l’Humanité* ne s’en fait pas l’écho et se contente, le 5 mars 1941, d’un entrefilet intitulé « À bas le racisme » : « La race remplaçant la *classe*, le sentiment de “*l’unité de race*” remplaçant la *conscience de classe*, “l’honneur” d’être de même sang que M. Schneider faisant oublier qu’on est exploité par lui, voilà “l’idéal” que nous proposent les racistes pour faire de vous des esclaves. Les travailleurs, qu’ils soient aryens ou juifs, sont frères et ils ont pour ennemis les capitalistes, qu’ils soient aryens ou juifs ».

#### IV. VICHY, LES JUIFS ET L’ANTISÉMITISME DE LA GAUCHE COLLABORATIONNISTE

La gauche et le centre gauche sont fortement présents à Vichy et 90 parlementaires SFIO (sur 168) ont voté les pleins pouvoirs constituants à Pétain le 10 juillet 1940, l’écrasante majorité étant issue des rangs paul-fauristes. Nombre d’entre eux vont occuper ensuite des postes de responsabilité dans les différents gouvernements de la période. Mais c’est dans les rangs du collaborationnisme parisien dont la gauche et l’extrême gauche pacifistes sont une composante prédominante, que l’on observe les engagements les plus radicaux en faveur de l’Allemagne. Cette histoire de chassés-croisés est souvent absente des mémoires et Simon Epstein a su en décrire les mécanismes d’occultation<sup>32</sup>.

Le Parti populaire français de l’ex-dirigeant communiste Jacques Doriot, fondé en 1936 et qui rassemble nombre de communistes en rupture, devient sous l’Occupation un parti antisémite obsessionnel et féroce, qui reprend la thématique du judéo-bolchevisme et mène des actions violentes contre les commerces juifs. L’un de ses convertis à l’antisémitisme, Émile Bougère, dirigeant exclu du PCF en 1932, publie une « histoire » du Parti communiste où il dénonce les origines supposées de Boris Souvarine, « un juif d’origine russe », et le « Juif Karl Marx », et il contribue à l’exposition « Le bolchevisme contre l’Europe<sup>33</sup> ». Se pose à nouveau la question du passage d’un communisme stalinien à un antisémitisme rabique, et des éléments doctrinaux ou banals qui permettent cette mutation.

32. S. Epstein, *Un Paradoxe français. op. cit.*, pp. 293-306.

33. Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot*, Balland, 1986, pp. 340-351.

Au RNP – Rassemblement national populaire – créé par Déat en janvier 1941, une évolution totalitaire apparaît, en relation avec la plus forte concentration d’anciens du « parti de la paix », néos, membres de *Redressement* et de *Syndicats*, mais aussi de la LICA et de la Ligue des droits de l’homme<sup>34</sup>. Cette origine constitue une différence majeure avec le PPF qui agrège à son noyau d’ex-communistes une majorité d’hommes issus de l’extrême droite. L’antisémitisme du RNP reste modéré jusqu’en 1942, entendant lutter « seulement » contre « l’influence juive ». S’il refuse de se commettre avec l’antisémitisme des « voyous<sup>35</sup> », il sait retrouver les idées-forces d’Alphonse Toussnel. Celles qu’exprime, par exemple, l’ancien trotskiste Michel Courage, à la tête des Jeunesses nationales populaires (JNP) : « Nos ennemis ne sont pas au-delà du Rhin, ils siègent à l’intérieur même de nos frontières dans les conseils d’administration des banques et des trusts. De Gaulle est l’homme des grandes banques internationales juives : Lazare, Weil, etc.<sup>36</sup> ».

Cet antisémitisme se renforce quand le RNP se transforme en parti de nature totalitaire, revendiquée dans le cadre de sa rivalité avec le PPF<sup>37</sup>. Cette conception du parti unique provoque le départ de militants pacifistes – René Chateau, Robert Jospin, René Gérin – qui se retrouvent en 1943 au sein de la Ligue de la pensée française soutenue par Laval. Le discours antisémite n’occupe toutefois pas au RNP la place que Doriot lui accorde, Déat narrant plutôt avec emphase, et dans la lignée de son européisme d’avant-guerre, la « révolution continentale », cet « ensemble magnifique, et d’une solidité à toute épreuve, qui justement sera l’Europe<sup>38</sup> ». Dans *L’Œuvre* et dans les autres journaux proches du RNP – *L’Atelier* de Georges Dumoulin et Francis Delaisi, *L’Effort* de Charles Spinasse ou *La France socialiste* d’Hubert Lagardelle –, on évoque les « Juifs utiles », le respect dû aux Juifs anciens combattants, la localisation d’un futur État juif – plutôt la Guyane que la Palestine... – et l’on insiste sur le nécessaire traitement humain de cette question. Comme le déclare le numéro deux du parti, Georges Albertini, les Juifs doivent « être tenus hors de la communauté française, mais pas hors de l’humanité<sup>39</sup> ». Le jeune professeur Guy Lemonnier, adjoint de Déat en charge des questions administratives, qui considère depuis l’avant-guerre que le III<sup>e</sup> Reich a clairement rejeté le capitalisme classique et esquisse déjà une forme de société présocialiste, voit comme « seule solution au problème juif [...]

34. Sur les quinze membres de la commission permanente, l’organe le plus élevé du RNP, on trouvait six néos et six SFIO. Voir P. Burrin, *op. cit.*, p. 411.

35. Pierre Rigoulot, *Georges Albertini. Socialiste, collaborateur, gaulliste*, Perrin, 2012, p. 70.

36. *Ibid.*, pp. 106-107.

37. Marcel Déat, « Civilisation totalitaire », *L’Œuvre*, 12 janvier 1942.

38. Marcel Déat, « Une Europe, une Révolution », *L’Œuvre*, 28 novembre 1941.

39. P. Burrin, *op. cit.*, p. 413.

la création d'une nation israélite qui rassemblerait les Hébreux et les arracherait à leur vie parasitaire<sup>40</sup> ». Révélatrices d'une différence certaine avec les anathèmes doriotistes réclamant « la suppression d'une race maudite », ces déclarations exprimaient toutefois une manière de se rassurer eu égard à une réalité que les proches de Déat pressentaient, voire connaissaient.

D'autres anciens socialistes n'ont guère connu ce malaise, au terme antisémite de la dérive pacifiste de certains comme Georges Soulès et Marc Augier. Pour nombre d'« extrémistes de la paix », le conflit qui s'est ouvert en 1939 est « la guerre de l'imposture », pour reprendre le titre d'un livre de l'antimilitariste Georges Demartial paru en 1941. Imposture des buts de guerre humanistes et démocratiques des alliés, imposture de l'antifascisme belliciste, imposture du communisme stalinien plus totalitaire que le nazisme. Pour nombre de pacifistes et révolutionnaires déçus, contemporains de la « crise des vieilles choses » (Zeev Sternhell), la victoire allemande de 1940 pouvait au contraire tenir les promesses de socialisme planiste et d'Europe unie caressées dans l'avant-guerre. L'engagement dans la collaboration se bâtit souvent sur cette illusion première avant de s'abîmer dans une radicalité où l'antisémitisme a sa part. Deux itinéraires peuvent ici être restitués, exemples ultimes de la dérive d'« extrémistes de la paix » jusqu'à la nazification idéologique.

Ingénieur polytechnicien, de sensibilité originelle trotskiste, Georges Soulès a milité au sein de la SFIO, d'abord au sein de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, puis à Révolution constructive et enfin à Redressement auprès de Zoretti, Georges Lefranc et Georges Albertini. Son article paru en avril 1939 dans l'organe de sa tendance, « Le socialisme doit-il réviser sa critique du fascisme ? », résume toute sa position et sa prédisposition à l'accommodation : « Au lieu de se borner à dénoncer le militarisme et l'antisémitisme hitlériens qui sont probablement, si tout le monde y met du sien, des maladies guérissables, ne convient-il pas de reconnaître comme socialistes certains aspects originaux de l'expérience nazie, la première en Occident à prouver que la révolution économique et sociale peut emprunter d'autres voies que le bolchevisme ? ».

Conforté dans ses idéaux par les théories allemandes du « grand espace » européen, il s'engage en mai 1941 au Mouvement social révolutionnaire de l'ex-cagoulard Eugène Deloncle, avant d'en prendre la direction un an plus tard avec son ami, le militant syndicaliste et libertaire André Mahé. Auteur avec ce dernier de *La Révolution du nihilisme*, Georges Soulès

40. P. Rigoulot, *op. cit.*, p. 127. Guy Lemonnier (alias Claude Harmel), pilier de l'Institut d'histoire sociale pendant des décennies, nous a confié lors d'un entretien de septembre 2001 qu'il avait toujours considéré le national-socialisme comme « un authentique socialisme ».

y oppose l'« Europe nouvelle » nazie comme « collectivité organique accessible à l'homme » à l'« Empire mondial » des Anglo-saxons, soit un combat du « sol et du sang contre l'or »<sup>41</sup>. Il est vrai que l'ancien socialiste pivertiste qui avoue « une confiance totale dans le parti national-socialiste » en appelant à la création d'un « parti de purs »<sup>42</sup>, a choisi son camp, celui qu'avaient déjà défriché Eugène Gellion-Danglar, Auguste Chirac et Gustave Tridon : « Nous sommes racistes parce que nous constatons la supériorité civilisatrice de la race aryenne et que nous voulons nous débarrasser des apports étrangers que les courants sémitiques ont déposés sur nos races de base<sup>43</sup> ». Réfugié en Suisse en 1945 et condamné à mort par contumace avant d'être acquitté par un tribunal militaire en 1952, Georges Soulès a entamé une carrière d'écrivain sous le nom de Raymond Abellio, au carrefour de la philosophie et de l'ésotérisme, passant de l'« homme-puissance » à l'« homme-connaissance »...

Journaliste sportif, passionné de moto, de camping, d'alpinisme et de ski nordique, Marc Augier est en juin 1933, à 25 ans, l'un des membres fondateurs du Centre laïc des auberges de jeunesse (CLAJ), devenant le rédacteur en chef de son organe, *Le Cri des auberges*. Le militantisme ajiste auprès d'enseignants du Syndicat national des instituteurs et de la Ligue de l'enseignement ou de syndicalistes de la CGT le conduit deux ans plus tard à la SFIO et, en 1936, au cabinet de Léo Lagrange, secrétaire d'État aux sports et aux loisirs du Front populaire. Pacifiste intégral au sein du mouvement ajiste, sensible aux mythes de la jeunesse et de la nature<sup>44</sup>, ce lecteur de Jean Giono est prédisposé lui aussi à « comprendre » les revendications allemandes tout en fustigeant l'antifascisme belliciste qu'il découvre chez ses jeunes camarades communistes croisés en 1938 au Congrès mondial de la jeunesse de New York. Déjà fasciné par l'idéal fraternel qu'il croit repérer dans la « communauté du peuple » nazie et la *Hitlerjugend*, ce qu'il avoue en 1941 dans *J'ai vu l'Allemagne et Les Copains de la belle étoile*, c'est au nom de sa croyance illusoire en une « révolution socialiste et européenne » imminente qu'il participe, après la défaite, au lancement du très collaborationniste journal *La Gerbe* et qu'il fonde les Jeunes de l'Europe nouvelle, la section Jeunesse du Groupe Collaboration.

Sa radicalité antisémite se révèle vite dans un reportage sur les réfugiés de Cannes, « Kahn l'enjuivée<sup>45</sup> », avant que son européisme anticommuniste ne l'entraîne à s'engager dans la Légion des volontaires

41. Georges Soulès et André Mahé, *La Fin du nihilisme*, Sorlot, 1943, pp. 64-65.

42. Georges Soulès, « Nous voulons rester purs », *Révolution nationale*, 15 février 1942.

43. Georges Soulès, « Un chef, un parti, une nation », *Révolution nationale*, 1<sup>er</sup> février 1942.

44. Emmanuel Nadal, « Le versant de l'ombre : jeunesse, montagne et alpinisme chez Marc Augier [Saint-Loup] », *Babel*, 8/2003, pp. 169-202.

45. Marc Augier, « Le Juif errant », *La Gerbe*, 24 octobre 1940.

contre le bolchevisme (LVF). « Si je consens certains sacrifices en participant à une guerre, alors que je n'aime pas la guerre, c'est parce que j'ai la conviction que le national-socialisme apporte enfin à l'Europe la réalisation du socialisme », écrit-il en novembre 1941<sup>46</sup>. Et l'année 1942 le voit participer sous l'uniforme allemand à la répression des partisans en Biélorussie. Retrouvant une fonction idéologique, il est à partir de juin 1943 à la tête du *Combattant européen*, l'organe de la LVF, avant de l'être à *Devenir*, celui des Waffen SS français de la division Charlemagne. Le militant qui chantait *Allons au-devant de la vie* – la « Marseillaise pacifique et populaire » de l'été 1936 – avec ses camarades juifs du CLAJ, dévoile dans ses reportages en Russie blanche, ce « véritable berceau talmudique des Juifs d'Europe », la nature finale de son itinéraire :

« Les Allemands ont commis le crime de pénétrer sur les territoires où prospéraient les communautés juives les plus ardentes, les plus solidement enracinées dans la tradition judaïque, dans la patrie des rabbins miraculeux et d'où partaient, chaque année, les meilleurs et les plus fanatiques fils d'Israël à la conquête de l'Occident et de l'Amérique. Il y a rupture totale, déclaration de guerre sainte entre l'aryanisme et le judaïsme. [...] Le cœur des hostilités n'a jamais été en Norvège, sur la ligne Maginot, en Méditerranée ou dans les Balkans : il est en Russie blanche, au foyer religieux et traditionaliste du judaïsme. La guerre des races ne peut pas se terminer par un compromis ; l'une ou l'autre sera subjuguée. [...] Tenir le berceau du judaïsme moderne, garder en otages les rabbins miraculeux, les ancêtres de Baruch, de Lehman et de La Guardia, voilà un vrai facteur de puissance. Les banquiers juifs de New York le savent et leur sollicitude pour l'Armée rouge est immense<sup>47</sup> ».

Réfugié en Argentine en 1946, de retour en France en 1953 après son amnistie, l'ancien soldat de la LVF peut se lancer dans une carrière littéraire sous le pseudonyme de Saint-Loup. Au fil d'une trentaine d'ouvrages, celui qui devient le mentor intellectuel d'une génération d'extrême droite se partage entre la geste héroïsée des « hérétiques » du front de l'Est, le cycle des « patries charnelles » européennes et l'aventure des géants de l'automobile. Au sein de cette production, un étrange roman, *Le sang d'Israël* publié en 1970, où l'antisionisme le dispute au palestinisme.

L'accommodation au nazisme d'une partie de la gauche pacifiste des années 1930 et sa forte présence dans les rangs de la collaboration où l'antisémitisme était de mise, ont été des phénomènes longtemps occultés dans la mémoire politique française dominante. Dans le narratif

46. Cité in S. Epstein, *op. cit.*, p. 182.

47. Marc Augier, « Nouveau retour de l'URSS », *La Gerbe*, 3 juin 1943.

antifasciste qui s'est imposé et qui survit jusqu'à aujourd'hui, la Collaboration est en effet associée à la droite et à l'extrême droite et la Résistance à la gauche républicaine et au communisme. Et lorsqu'on acceptait l'idée d'une collaboration issue de la gauche, celle-ci n'était que « déviante » à la différence de celle de droite, considérée comme « naturelle ». Au regard du nombre d'hommes de gauche – de toutes les gauches – dans les organes de la Collaboration, on peut se demander si la proposition ne doit pas être inversée. Et ce va-et-vient constant entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite souligne la nécessité d'un vecteur de transfert qui repose sur un bouc-émissaire pérenne à travers les décennies : l'antisémitisme.

## V. LES COMMUNISTES ET LE CHOC DE L'ATTAQUE ALLEMANDE CONTRE L'URSS

L'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941 modifie radicalement l'attitude du PCF sur la question juive. En effet, dès le début de l'invasion, les *Einsatzgruppen* – des groupes d'intervention de la SS – commencent à massacrer systématiquement les responsables communistes et les Juifs des villes et villages traversés par la Wehrmacht, sous le slogan de la lutte contre le « judéo-bolchevisme ». Cette « shoah par balle » provoquera jusqu'en 1943 l'assassinat de plus d'un million et demi de Juifs<sup>48</sup>. En réaction, Radio Moscou diffuse le 24 août 1941 une longue émission dans laquelle interviennent en russe, en yiddish et en anglais des Juifs soviétiques célèbres – l'acteur Mikhoels, le cinéaste Serge Eisenstein, le violoniste David Oïstrakh, l'écrivain Ehrenbourg et d'autres – qui lancent un appel aux Juifs du monde entier : « Le sanglant Hitler veut exterminer tous les peuples qui refusent de subir son esclavage. [...] Si pour tous les peuples opprimés, l'hitlérisme est synonyme d'esclavage, de persécution et de guerre, il signifie pour nous les Juifs, extermination complète. [...] La question même de l'existence du peuple juif est aujourd'hui posée dans toute son ampleur : il s'agit de la vie ou de la mort de notre peuple<sup>49</sup> ». En même temps est annoncée la création d'un Comité antifasciste juif (CAJ) chargé de promouvoir l'Armée rouge aux États-Unis. Il est présidé par Mikhoels qui en 1943 effectue une tournée de sept mois en Amérique et en Angleterre, accueilli

48. Patrick Desbois, *La Shoah par balles : la mort en plein jour*, Plon, 2019.

49. Cité in Stéphane Courtois, Adam Rayski [dir.], *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs 1941-1945*, La Découverte, 1987. Cet ouvrage contient l'essentiel des articles de la presse communiste juive clandestine publiée par le PCF de 1940 à 1944.

par l'American Jewish Joint Distribution Committee<sup>50</sup>. Le 8 juillet il parle devant cinquante mille personnes avant de récolter 45 millions de dollars et un important matériel médical.

Dès lors, le PCF réactive la MOI – la Main-d'œuvre immigrée –, mise en sommeil après septembre 1939 ; cette structure regroupait, depuis les années 1930, les communistes étrangers militant en France, organisés par groupes de langue et disposant de leurs cadres, de leur presse et de leurs organisations de masse<sup>51</sup>. Présente à Paris, Lyon, Toulouse et Marseille, la section juive devient d'autant plus active que ses militants sont plus motivés, à la fois par la volonté de défendre « la patrie du socialisme », par l'inquiétude pour leurs familles restées dans les territoires occupés par l'Allemagne, et surtout en réaction directe à la persécution des Juifs en France. Dès lors, si jusqu'à la libération *l'Humanité*, qui s'adresse à l'ensemble des Français, évoque très peu la question juive, la section juive se montre très active en direction de la population juive, en particulier étrangère, et des milieux français solidaires (protestants, catholiques, etc.). Elle l'est d'abord par sa presse clandestine, en yiddish puis en français (*Unzer Wort, Notre parole, Fraternité, J'accuse ! En avant ! Droit et liberté*), ses tracts et ses brochures. Elle l'est aussi par la création d'organisations plus larges comme l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE) et le Mouvement national contre le racisme.

À partir de mars 1942 la branche armée du PCF, les Francs-tireurs et partisans, comprend sa branche FTP-MOI créée et dirigée par le Juif bessarabien Boris Holban – alias Boria Bruhman<sup>52</sup> –, remplacé en juillet 1943 par Missak Manouchian, jusqu'aux grandes arrestations de novembre 1943 où, sur 73 FTP-MOI parisiens, 43 étaient juifs<sup>53</sup>. Et si la fameuse « Affiche rouge » nazie de février 1944 insiste sur le judéo-bolchevisme – 7 Juifs sur 10 portraits, et 14 Juifs sur 24 condamnés à mort –, *l'Humanité* clandestine du 1<sup>er</sup> mars 1944, se contente, sous le titre « Ils sont morts pour la France », de dénoncer « le procès de 24 travailleurs immigrés qui avaient pris place dans les groupes armés de la Résistance. Ces hommes, venus en France comme immigrés économiques, ont combattu le Boche qui opprime leur patrie comme il opprime la France ». C'était à la fois minorer le fait que le noyau dur de ces FTP-MOI était constitué de communistes confirmés, privilégier la dimension patriotique d'un combat fondamentalement communiste, et surtout passer sous silence la présence massive de Juifs parmi les combattants et leurs motivations spécifiques.

50. Le Joint, fondé à New York en 1924, était la plus importante organisation humanitaire juive.

51. Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le Sang de l'étranger*, Fayard, 1989.

52. Boris Holban, *Testament*, Calmann-Lévy, 1989.

53. Voir Stéphane Courtois, « Les combattants juifs du "groupe Manouchian" », in Serge Klarsfeld, *Les épreuves des Juifs en 1944*, Actes du colloque de janvier 2024 à Vichy, FFDJF, 2024.

D'ailleurs, *l'Humanité* ne cite aucun nom des fusillés pourtant bien présents sur l’Affiche rouge, alors que dans son numéro du 31 mars 1944, elle égrène les noms de douze militants fusillés à la centrale d’Eysses. Et quand en mars *l'Humanité* titre « Tous contre la déportation », il ne s’agit nullement de celle des Juifs de France mais de celle des jeunes raflés et envoyés au travail forcé en Allemagne.

À partir de 1942, la presse de la section juive informe de plus en plus sur la persécution des Juifs en France, surtout après la rafle du Vel d’hiv de juillet 1942, et sur l’extermination en cours en Pologne. *En avant !* de février 1943 titre : « Deux millions de Juifs assassinés en Pologne ». *Fraternité* de mai 1944 relate l’arrivée d’un convoi et le gazage des Juifs à Auschwitz. Mais toutes ces informations sont diffusées par de petites feuilles clandestines qui ont une faible audience. Et surtout, dans l’impossibilité d’être vérifiées, ces informations semblent trop fantastiques pour être vraies et donc crues, comme le reconnaîtra Raymond Aron dans ses *Mémoires* : « Le génocide, qu’en savions-nous à Londres ? Au niveau de ma conscience claire, ma perception était à peu près la suivante : les camps de concentration étaient cruels [...] ; la mortalité y était forte, mais les chambres à gaz, l’assassinat industriel d’êtres humains, non, je l’avoue, je ne les ai pas imaginés, et parce que je ne pouvais les imaginer, je ne les ai pas sus<sup>54</sup> ». Il faudra attendre la débâcle allemande puis la découverte par les troupes alliées des camps de concentration et des centres d’extermination – pourtant démantelés et camouflés par les nazis – pour que les contemporains commencent à prendre la mesure de l’inimaginable.

## VI. LA PRISE DE CONSCIENCE DU GÉNOCIDE DES JUIFS

Avec la capitulation sans condition de l’Allemagne nazie le 8 mai 1945, le monde entier découvre l’existence des camps de concentration et surtout l’extermination en masse des Juifs d’Europe, phénomène bientôt désigné d’un terme inédit conçu par le grand juriste juif polonais Rafaël Lemkin : le génocide<sup>55</sup>. Ce terme, qui désigne le fait d’exterminer une population – hommes, femmes et enfants – non pas pour ce qu’elle a commis mais pour ce qu’elle est – juive, tsigane, etc. –, n’a pas été retenu parmi les trois grands crimes pris en compte lors du procès de Nuremberg

54. Raymond Aron, *Mémoires*, Julliard, 1983, p. 176.

55. Rafaël Lemkin, *Où est-ce qu’un génocide ?*, présentation par Jean-Louis Panné, Éditions du Rocher, 2008, rééd. Les Belles Lettres, 2025.

qui, du 20 novembre 1945 au 1<sup>er</sup> octobre 1946, juge les chefs nazis – crimes contre la paix, de guerre et contre l'humanité. Néanmoins, le génocide est abondamment évoqué et les opinions publiques comme les gouvernements prennent conscience du fait que près de six millions de Juifs ont été assassinés par les nazis de 1939 à 1945. Intitulé dès 1948 par le Premier ministre israélien David Ben Gourion comme la « Shoah » – la « catastrophe » en hébreu –, ce génocide devient au fil des années l'un des événements les plus emblématiques de la barbarie du xxe siècle. Nombreux sont alors ceux, y compris parmi les historiens, qui estiment que l'expression de l'antisémitisme est disqualifiée et interdite, de fait, de l'espace public.

Pourtant, en 2001, Anne Grynberg s'interrogeait : « Une opinion publique gangrenée par la xénophobie et l'antisémitisme dès les années 1930 (pour ne pas remonter plus loin dans le temps), restée ensuite largement atone face à l'exclusion sociale des Juifs, au moins jusqu'à l'été 1942, a-t-elle pu se débarrasser soudainement de ses a priori et de ses fantasmes et ne plus éprouver ni animosité ni méfiance à l'égard des Juifs ?<sup>56</sup> » Et de fait, dès 1945-1946, la demande des rescapés de la Shoah de retrouver leurs biens spoliés (appartements, entreprises etc.), rencontre des protestations de la part d'associations de défense d'acquéreurs de biens juifs sous l'Occupation. Y compris l'apparition d'un Parti français anti-israélite ou d'un Mouvement anti-juif français. L'extrême droite collaborationniste et les nostalgiques du régime de Vichy lancent dès 1947-1950 des publications à tonalité nettement antisémite – *Écrits de Paris, Aspects de la France, Rivarol, Le Nouveau Prométhée, Défense de l'Occident* –, attaquant aussi bien le vieux « judéo-bolchevisme » que le « judéo-gaullisme », avec comme boucs émissaires rituels Blum et les Rothschild et en arrière-fond la création de l'État d'Israël.

Dès 1948, dans son ouvrage *Nuremberg ou la Terre promise*, Maurice Bardèche diffuse la petite musique du négationnisme, contestant pour la première fois l'existence des chambres à gaz, « une falsification de l'histoire ». En 1949, il rencontre Paul Rassinier, militant du PCF de 1924 à 1932 puis de la SFIO en 1934, tendance du pacifisme intégral. D'abord favorable à la « collaboration » prônée par Pétain avant de passer à la Résistance début 1943 et d'être arrêté par les Allemands et déporté, Rassinier publie en 1950 *Le Mensonge d'Ulysse* où il relativise fortement l'existence des chambres à gaz et le nombre de victimes. Exclu de la SFIO en 1951, il est alors soutenu à la fois par l'extrême droite et par une fraction des anarchistes menée par Louis Lecoïn qui se réclamait de Proudhon et de Toussenel.

56. Anne Grynberg, « Des signes de résurgence de l'antisémitisme dans la France de l'après-guerre ? », *Les Cahiers de la Shoah*, n°5, janvier 2001, p. 171-223. Une part des développements qui suivent repose sur cet article remarquable.

Ainsi, dès l'après-guerre, la conscience de la tragédie juive n'est pas générale en France. La déportation des Juifs est longtemps attribuée aux seuls nazis, tant par les milieux ex-pétainistes et ex-vichystes, que par les milieux gaullistes qui ne souhaitent pas voir émerger une catégorie spécifique de victimes. De leur côté, les rescapés de cette déportation, peu nombreux, sont souvent si traumatisés qu'ils se taisent. Et il faut attendre les années 1970 pour que l'histoire de la Shoah en France commence à être prise en considération par les universitaires, vingt-cinq ans après les premières publications du Centre de documentation juive contemporaine et de Léon Poliakov<sup>57</sup>.

Du côté du Parti communiste alors au faite de sa puissance – premier parti de France aux élections législatives de novembre 1947 avec 28,2 % des voix et 182 députés –, la grosse caisse d'une propagande à la fois ultranationaliste et prosoviétique couvre une petite musique assez indifférente au sort des Juifs. L'époque est à l'instauration d'un récit fondé sur le triptyque « héros communistes de la résistance » (les fameux « 75 000 fusillés »), « victimes communistes de l'Occupation » (les arrêtés et déportés), « traîtres de Vichy et collabos de Paris ». Or, lors des innombrables commémorations de ses héros-victimes, le PCF honore presque uniquement des dirigeants bien « français » – Péri, Catelas, le colonel Fabien – : « [...] les noms de Français [...] qui sentent le vieux terroir français » disait Maurice Thorez dès le 19 août 1944 à Radio Moscou, alors qu'à Paris les actions armées étaient menées en majorité par des FTP-MOI juifs. Dès mai 1946 et la signature des accords Blum-Byrnes sur les échanges culturels avec les États-Unis, les attaques antisémites reprennent contre Blum, accusé d'être « vendu aux Juifs de New York ». Après l'éviction des ministres communistes du gouvernement par Paul Ramadier en mai 1947, cette tonalité devient plus intense. Ainsi, *l'Aisne libre* communiste du 18 janvier 1948 écrit : « Les noms de Blum, Moch, Mayer ne sentent bon ni la Beauce ni le Berry, mais évoquent plutôt tout ce qui depuis des siècles exploite le labeur français, vit de la fatigue française, fait des fortunes sur la misère française<sup>58</sup> ».

En octobre 1945, le PCF crée la FNDIRP – Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes – qui ne s'occupe que des résistants – dont 60 % des déportés sont revenus des camps –, et n'intègre pas les Juifs déportés à titre racial dont seuls 3 % ont survécu. Le parti dispose toujours de sa branche spécifique regroupant les militants juifs d'origine étrangère, l'UJRE, créée en avril 1943 dans la clandestinité, qui publie

57. Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine. Le III<sup>e</sup> Reich et les Juifs*, Préf. de François Mauriac, Collection « Liberté de l'esprit » dirigée par Raymond Aron, Calmann-Lévy, 1951.

58. Cité par Anne Grynberg. Jules Moch, dont le fils a été tué dans les combats de la Résistance en 1944, était ministre de l'Intérieur. Mayer, dont le fils fut tué dans les combats de libération de l'Alsace en septembre 1944, fut ministre du général de Gaulle, puis sous la IV<sup>e</sup> République.

un quotidien en yiddish, la *Naïe Presse*. Parallèlement, le 22 mai 1949, est créé le MRAP – Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. Organisation de masse ouverte à tous, luttant contre le réarmement allemand et la bombe atomique américaine, le MRAP est très vite dirigé par Albert Lévy, un ex-journaliste de *l'Humanité* nommé rédacteur en chef de *Droit et liberté*, le journal du mouvement dont les campagnes visent aussi les résurgences d'antisémitisme d'extrême droite – par exemple en dénonçant en mai 1952 une liste de publications antisémites. Or ce dispositif communiste est bientôt complètement bousculé par des événements venus de Moscou.

## VII. STALINE INVENTE L'AMALGAME ANTISÉMITISME/ANTISIONISME

L'ampleur du génocide des Juifs d'Europe a incité les États-Unis et le mouvement sioniste, sous l'égide de l'ONU, à envisager dès 1945 la création en Palestine d'un « foyer national juif » où les survivants pourraient s'installer. Cette initiative bénéficie d'emblée du soutien de Staline qui y voit l'occasion de bouter hors du Moyen Orient les Britanniques, puissance mandataire de la Palestine depuis 1923<sup>59</sup>. Le 14 mai 1947, Andreï Gromyko, l'ambassadeur soviétique à l'ONU, approuve la création d'un « État judéo-arabe unique avec des droits égaux pour les Juifs et les Arabes », justifiée au nom de « l'aspiration des Juifs à la création d'un État à eux » ; en cas d'impossibilité, il prône « le partage en deux États indépendants, un État juif et un État arabe ». Le 29 novembre, avec le soutien décisif de l'URSS, l'ONU adopte à la majorité des deux tiers le plan de partage qui aboutit le 14 mai 1948 à la proclamation d'indépendance de l'État d'Israël, reconnu d'emblée par l'URSS et admis à l'ONU le 12 mai 1949.

Durant toute cette séquence, le camp communiste soutient le nouvel État, d'abord en autorisant plus de 200 000 Juifs rescapés d'Europe centrale à rejoindre la Palestine. Espérant que le nouvel État rejoindra le camp communiste, Staline lui fournit jusqu'en février 1951 un armement important et organise une brigade internationale formée de Juifs recrutés dans les « démocraties populaires ». Ce qui permet aux Israéliens de s'opposer en 1948 à l'offensive de cinq pays arabes. Le PCF approuve cette politique. De leur côté, les socialistes de la SFIO soutiennent la création du nouvel État, d'autant que Blum avait créé

59. Laurent Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, Presses universitaires de France, 2001.

en 1928 le Comité socialiste pour la Palestine et adhéré en 1929 à l'Agence juive pour la Palestine. En outre, il y a alors une proximité entre la SFIO et le parti Mapaï – parti sioniste de gauche, tandis que le PCF est proche du PC israélien, le Maki, et du parti sioniste marxiste, le Mapam.

Cependant, dès 1946-47, Staline est confronté à une situation contradictoire opposant ses impératifs de politique étrangère au Moyen Orient, et sa politique envers la communauté juive en URSS. En effet, le 19 novembre 1946, Mikhaïl Souslov, étoile montante de la direction soviétique, lui adresse un rapport où, après avoir hypocritement rappelé une phrase de Lénine – « Honte à qui sème l'hostilité envers les Juifs » –, il attaque le Comité antifasciste juif (CAJ), créé en 1942, dont « les activités aussi bien en direction de l'étranger qu'à l'intérieur de l'URSS, revêtent de plus en plus un caractère nationaliste sioniste et sont, de ce fait, politiquement nuisibles et intolérables ». Méthode classique d'inversion des responsabilités : l'URSS ne peut pas être antisémite puisqu'elle est « internationaliste », alors que les véritables antisémites sont les sionistes parce que nationalistes...

Et Souslov conclut : « Dans ses activités, le Comité ne se situe pas sur les positions idéologiques léninistes-staliniennes, mais sur celles du sionisme et du bundisme, de la bourgeoisie juive. [...] Objectivement, dans les conditions soviétiques, le CAJ milite pour l'idée réactionnaire d'une nation juive bourgeoise<sup>60</sup>. » Le mot « juif », répété sur trois lignes indique assez le véritable sens du terme « sionisme », mot codé destiné à masquer un antisémitisme à usage interne. Or au même moment, Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, deux personnalités juives très officielles, préparent un *Livre noir* qui rend compte, sur un millier de pages, de l'extermination des Juifs d'URSS par les nazis<sup>61</sup>. La conséquence du rapport Souslov est quasi immédiate : le 7 octobre 1947, la publication du livre, déjà sur éprouves, est interdite.

Parallèlement, fin septembre 1947, lors d'une réunion secrète en Pologne, les partis communistes d'URSS, des « démocraties populaires », de France et d'Italie sont convoqués pour entendre un « rapport » du dirigeant soviétique Andreï Jdanov qui inaugure la guerre froide ; il y explique que le conflit est irréconciliable entre les deux camps : d'un côté, le socialisme et la paix ; de l'autre le capitalisme et la guerre. Avec la guerre civile en Grèce et le blocus de Berlin par les soviétiques, la guerre froide devient intense et c'est dans ce contexte que Staline ordonne l'assassinat, le 12 janvier 1948, de Solomon Mikhoels, président du CAJ, camouflé

60. Cité in Arkadi Vaksberg, *Staline et les Juifs*, Préf. de S. Courtois, Robert Laffont, 2003, p. 173.

61. Ilya Ehrenbourg, Vassili Grossman, *Le Livre noir. Sur l'extermination scélérate des juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre e 1941-1945*, Solin/Actes Sud, 1995.

en accident mais qui donne lieu à des funérailles grandioses ! Pourtant Staline soutient encore Israël dont la déclaration d'indépendance est signée en mai, en particulier par Golda Meir, bientôt nommée ambassadrice à Moscou. Le 3 octobre 1948, celle-ci participe aux cérémonies de la fête de Rosh Hashana dans la grande synagogue de Moscou, en présence de cinquante-mille Juifs, avec le traditionnel appel : « l'An prochain à Jérusalem ! ». C'est sans doute la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Dès la fin 1948, des membres du CAJ sont arrêtés et le Comité est dissout. Puis le 25 janvier 1949, Polina Jemtchoujina – femme de Molotov, haute personnalité soviétique et ... fille d'un modeste tailleur juif – est arrêtée. Le lendemain, c'est le tour de Solomon Lozovski, mentor du CAJ et chef du Bureau d'information soviétique.

À partir de janvier 1949, pour mieux camoufler le caractère antisémite de cette politique, Souslov lance une violente campagne contre le « cosmopolitisme », utilisant la vieille sémantique antisémite du « sans racine ». Inédit dans le vocabulaire soviétique, le mot est lancé avec une connotation infamante, le 21 septembre 1948 dans la *Pravda* qui, le 27 février appelle à « démasquer et détruire l'idéologie cosmopolite d'une prétendue nation juive », amalgamant officiellement « cosmopolitisme », « nationalisme juif » et « sionisme ». Au même moment est diffusée une brochure de T. A. Genin où le sionisme est défini comme « une tendance réactionnaire et antidémocratique de la bourgeoisie juive ». Dès lors, identifié au « sionisme », à « l'occidentalisme » et à « l'impérialisme américain », le « cosmopolitisme » est pourchassé dans tous les domaines et les « suspects » sont dénoncés dans la presse sous leur nom d'origine – juif. Un véritable antisémitisme d'État se met en place qui vise à la fois à exacerber un ultra-nationalisme russe et à couper le monde soviétique de l'Occident afin d'éviter toute contamination idéologique ou politique – y compris dans les démocraties populaires.

Cette campagne débouche sur deux événements qui vont affecter durablement le PCF, pris à revers sur la question de l'antisémitisme. Le premier intervient le 21 novembre 1952, quand *l'Humanité* annonce l'ouverture à Prague du procès de Rudolf Slanski, secrétaire général du PC tchécoslovaque depuis 1945, et de treize de ses complices accusés d'espionnage et de conspiration. Le quotidien précise que onze des accusés sont « d'origine juive<sup>62</sup> ». Le 25 novembre, *l'Humanité* souligne les relations des accusés avec Israël et les sionistes, associés au mot « juif » et à la famille Rothschild, tout en citant le chef du PC israélien, Samuel Mikounis qui souligne que « la dénonciation d'espions sionistes n'a rien à voir avec l'antisémitisme<sup>63</sup> ». De son côté, la *Naïe Presse*,

62. Par exemple Eugen Loebli, *Le Procès de l'aveu. Prague 1952*, Éditions France Empire, 1977.

63. Sur cet épisode, voir l'article très complet de Jacques Frémontier, « *Naïe Presse* et *l'Humanité* face au procès Slanski et "Complot des blouses blanches" », *Communisme*, n°76-77, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 47-68.

désireuse de manifester bruyamment son attachement à l'URSS, tient un discours beaucoup plus radical. Face aux accusations d'antisémitisme lancées par d'ex-communistes juifs, journalistes au *Populaire* socialiste et à *Franc-tireur* – dont Charles Ronsac, le futur éditeur du *Livre noir du communisme* en 1997 –, la Naïe Presse attaque ouvertement la judéité des accusés, associée à celle de ses ennemis politiques dans la communauté juive – les sionistes, les bundistes et les mapaïstes. Ces derniers, accusés d'avoir « pris la direction de l'appareil de propagande antibolchevique de Goebbels », sont qualifiés de « *judenratler* » – ils étaient des dirigeants juifs désignés de force par les nazis pour gérer les ghettos dans l'URSS et la Pologne occupées. Le 28 novembre, *l'Humanité* note discrètement que onze des accusés ont été pendus, l'un des deux épargnés étant Artur London – alias Gérard Eberfel, beau-frère de Raymond Guyot qui était membre du secrétariat du PCF. Libéré, revenu en France, London publiera en 1968 *L'Aveu*, célèbre ouvrage où il raconte la torture qui mène aux aveux truqués et à la mort<sup>64</sup>.

Les violentes polémiques du procès Slanski rebondissent quand le 14 janvier 1953 *l'Humanité* annonce l'arrestation à Moscou d'un « groupe de médecins criminels à la solde des services secrets américains et du Joint sioniste », présenté comme une « organisation nationaliste de la bourgeoisie juive internationale ». Le quotidien en profite pour accuser « le nationaliste bourgeois bien connu, Mikhoels » – assassiné cinq ans auparavant. Toute la presse communiste engage alors une violente campagne contre Israël et les « sionistes ». Le 16 janvier, la *Naïe Presse*, reprend un article paru dans *Ce Soir* – le quotidien dirigé par Louis Aragon – où Georges Soria, vieil agent soviétique au sein du PCF, précise que « quelques-uns de ces médecins criminels [...] sont d'origine juive ». Le mot est lâché. Et le 17 janvier, *l'Humanité* reprend les termes de l'agence Tass qui accuse « les Juifs » et « les sionistes ». La *Naïe Presse* est beaucoup plus violente : « Les fauteurs de guerre juifs déchaînés ne voient déjà plus d'autre perspective [...] qu'une nouvelle guerre sanglante, où ils rêvent de jouer le rôle, cette fois non seulement de *kapos*, mais d'officiers d'une Légion juive antibolchevique, aux côtés des SS allemands, afin de "libérer" nos frères d'Union soviétique et le monde communiste ». La conclusion est sans appel : « Les *judenratler* et les *super-kapos* n'auront pas la brigade SS juive dont ils ont rêvé. » Le 19 janvier, des Juifs non communistes organisent à Paris un grand meeting de protestation contre ce qu'ils estiment être une campagne antisémite à Moscou, ce qui met en fureur la *Naïe Presse* qui dénonce « un meeting de guerre fasciste antisoviétique des dirigeants sionistes-bundistes ».

64. Artur London, *L'Aveu*, Gallimard, 1968. Sur toute cette affaire, voir Karel Bartosek, *Les Aveux des archives. Prague-Paris-Prague (1948-1968)*, Seuil, 1996.

Le 27 janvier, *l'Humanité* publie une « déclaration » de dix médecins parisiens, dont des Juifs, « au sujet des médecins terroristes démasqués en URSS » : « La mise hors d'état de nuire, en URSS, du groupe de criminels a rendu un très grand service à la cause de la paix ». Et de s'indigner qu'on ose « accuser l'Union soviétique d'antisémitisme », tout en appelant à « la vigilance et à la bonne foi du corps médical français ».

La *Naïe Presse* du 24 janvier établit un gigantesque amalgame : « La racine profonde de l'alliance étroite des dirigeants bundistes-mapaïstes avec les nazis allemands, avec les Gardes blancs et autres pogromistes de l'émigration, avec les bandes du RPF et avec les libérateurs de Xavier Vallat et de ses maîtres<sup>65</sup> ». Et le 29 janvier, plagiant la rhétorique de Jdanov, *l'Humanité* cite une phrase d'Ilya Ehrenbourg qui venait de recevoir le prix Staline : « L'Union soviétique est l'ennemie du racisme ». Une antienne reprise le même jour dans un article du *Monde* intitulé « L'antisionisme n'est pas l'antisémitisme », qui provoque une pleine page de protestation des lecteurs, mais qui est repris par la *Naïe Presse*. Un slogan qui fera florès dans l'extrême gauche française après le pogrom du 7 octobre 2023.

Parallèlement, l'UJRE publie fin janvier une importante brochure consacrée à la justification du procès de Prague où les accusés sont présentés comme partie prenante d'une vaste conspiration d'espionnage et de provocation à la guerre ; mais elle est obligée in extremis d'intégrer l'annonce de la conspiration des médecins du Kremlin. Elle publie même un long témoignage du jeune Henri Krasucki, leader des Jeunesses communistes juives à Paris, arrêté en janvier 1943, déporté et rescapé par miracle. En novembre 1952, Krasucki a visité l'URSS avec une délégation de la CGT – totalement contrôlée par les communistes depuis 1948 – et en est revenu ébloui, sans avoir remarqué la moindre trace d'antisémitisme<sup>66</sup>. Est ainsi inaugurée une manœuvre appelée à un grand avenir : mettre en avant un Juif qui sert d'alibi afin de démontrer que l'on n'est pas antisémite. Fidèle au parti jusqu'à sa mort en 2003, promu secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, et membre du Bureau politique jusqu'en 1996, Krasucki sera contraint de faire appel au pouvoir gaulliste pour exfiltrer sa mère de Pologne où une nouvelle vague antisémite était lancée par le pouvoir communiste en 1968.

65. Premier chef du Commissariat général aux questions juives créé par le gouvernement de Vichy en mars 1941, Vallat avait été arrêté en 1944 et condamné à dix ans d'emprisonnement avant de bénéficier, fin 1947, d'une libération conditionnelle ordonnée par le ministre de la Justice, René Mayer, petit-fils d'un rabbin lorrain.

66. UJRE, *Sionisme, antisémitisme et la grande conspiration contre la paix*, janvier 1953, p. 56.

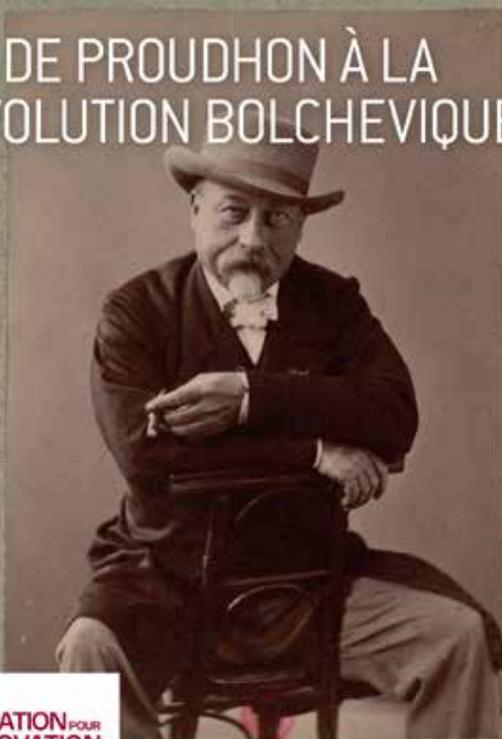
La mort de Staline, le 5 mars 1953, met fin à cette macabre mascarade et le 5 avril *l'Humanité* doit concéder que les médecins arrêtés à tort sont réhabilités, avant de citer le 8 avril un éditorial de la *Pravda* : « L'idéologie soviétique, créatrice de l'amitié entre les peuples ». Cependant l'épisode va laisser des traces profondes, provoquant une première rupture – et ce ne sera pas la dernière – de communistes juifs avec le PCF, comme par exemple l'historienne Annie Becker – future Kriegel –, fervente stalinienne responsable des intellectuels parisiens, démise en 1953 de ses fonctions de permanente et amenée à reprendre son métier d'enseignante avant de quitter le parti en 1957 ; tout comme son mari, le docteur Arthur Kriegel, qui avait refusé de signer la déclaration des médecins communistes<sup>67</sup>. Et le camouflage de l'antisémitisme derrière l'antisionisme, inauguré par Staline, sera, un demi-siècle plus tard, l'un des principaux mantras de l'islamo-gauchisme.

67. Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Robert Laffont, 1991 ; Arthur Kriegel, *La Vie est un cadeau*, Éditions de Paris, 2012.

Bernard BRUNETEAU  
Stéphane COURTOIS

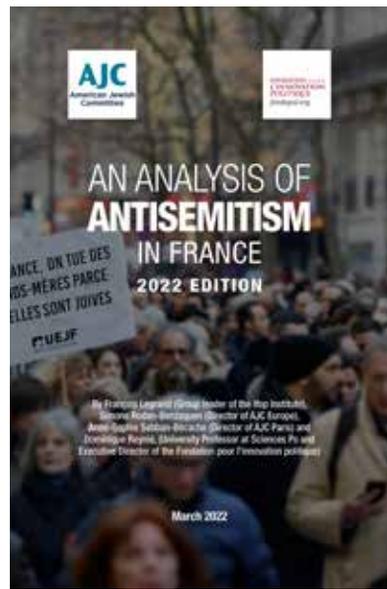
# LES GAUCHES ANTISÉMITES

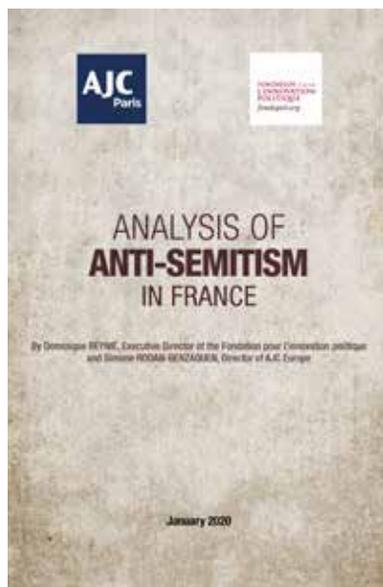
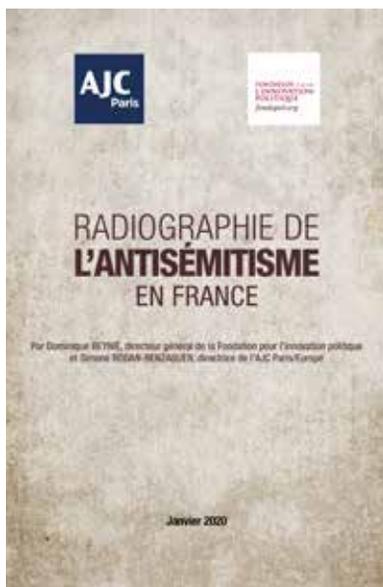
[1] DE PROUDHON À LA  
RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

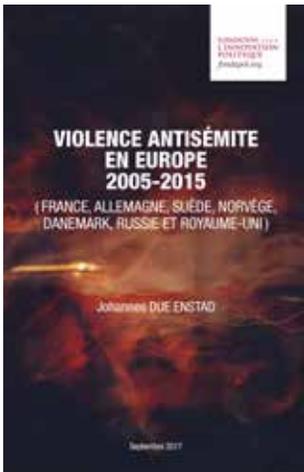


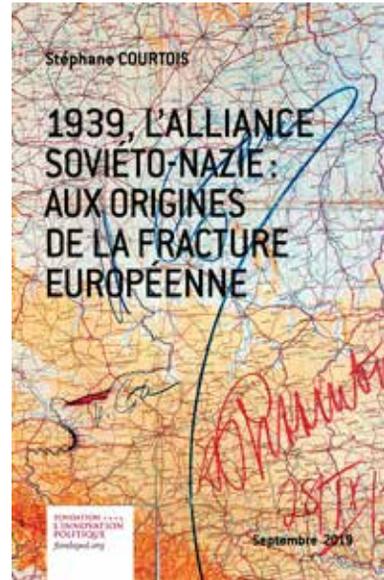
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

Juin 2025









# NOS PUBLICATIONS

## **Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République.**

Alexandre Brugère, Préface de Bruno Retailleau, mai 2025, 56 pages

## **Le mythe de la France raciste (2)**

### **De l'échec du racialisme à la naissance du mythe**

Vincent Tournier, avril 2025, 41 pages

## **Le mythe de la France raciste (1)**

### **Le racialisme, histoire d'un échec**

Vincent Tournier, avril 2025, 39 pages

## **Le détournement populiste du courant libertarien (2)**

### **Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei**

Jérôme Perrier, avril 2025, 53 pages

## **Le détournement populiste du courant libertarien (1)**

### **Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite**

Jérôme Perrier, avril 2025, 56 pages

## **L'IA au service de la sécurité**

Benoît Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

## **Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation**

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

## **Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites**

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

## **Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique**

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

## **Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie**

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

## **Pourquoi donner**

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

## **L'histoire des think tanks**

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

## **Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France**

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

## **Innovation politique 2023**

Fondapol, décembre 2024, 536 pages

## **Jeux vidéo : violence et addiction ?**

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

## **L'utérus artificiel et la reproduction humaine**

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

## **Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité**

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

## **L'industrie automobile européenne en 2035**

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

## **Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank**

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

## **L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis**

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

## **Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France**

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

## **La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?**

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

## **Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche**

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

**L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse**

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024**

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

**Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024**

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

**L'opinion européenne en 2023**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

**Législatives 2024 : le grand désarroi des Français**

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

**Les Européens abandonnés au populisme**

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

**Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?**

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

**Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)**

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

**Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe**

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

**Les étrangers extra-européens et le logement social en France**

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

**Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat**

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

**Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès**

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

**L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)**

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

**L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023**

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

**Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme**

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

**L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :****l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

**Innovation politique 2022 (tome 2)**

Fondapol, novembre 2023, 252 pages

**Innovation politique 2022 (tome 1)**

Fondapol, novembre 2023, 310 pages

**Mouvements protestataires : le retour de la violence**

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

**La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20**

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

**Le jumeau numérique en santé**

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

**La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France**

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

**L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride**

Loise Lyonnnet et Pierre Poinson, juillet 2023, 40 pages

**La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance**

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

**L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi**

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

**L'enseignement supérieur privé en France**

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

**Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine**

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

**Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?**

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

**De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique**

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

**Pour un nouvel ordre énergétique européen**

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

**Le XXI<sup>e</sup> siècle du christianisme - édition de poche**

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

**Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition**

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

**Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)**

**Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages

**Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)**

**Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975**

Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages

**Immigration : comment font les États européens**

Fondapol, mars 2023, 46 pages

**La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle**

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

**L'opinion européenne 2020-2022**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages

**Innovation politique 2021 (tome 2)**

Fondapol, décembre 2022, 340 pages

**Innovation politique 2021 (tome 1)**

Fondapol, décembre 2022, 440 pages

**Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique**

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

**Italie 2022 : populismes et droitisation**

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

**Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?**

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

**Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite**

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

**Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)**

**Les questions à long terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

**Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)**

**État des lieux et perspectives à court-moyen terme**

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

**La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental**

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

**2022, présidentielle de crises**

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (4)****La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (3)****L'enjeu des générations futures**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (2)****Les solutions pour maîtriser le risque effectif**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

**Les déchets nucléaires : une approche globale (1)****Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels**

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022**

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

**Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire**

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

**Libertés : l'épreuve du siècle**

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

**Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique**

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

**Innovation politique 2020 (tome 2)**

Fondapol, décembre 2021, 428 pages

**Innovation politique 2020 (tome 1)**

Fondapol, décembre 2021, 344 pages

**Défendre l'autonomie du savoir**

Nathalie Heinich, novembre 2021, 32 pages

**Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale**

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 5)****Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

**Parti et Démocratie**

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

**Commerce illicite de cigarettes, volet II.****Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

**Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire**

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

**Les décroissants en France. Un essai de typologie**

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

**Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021**

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

**Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle**

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

**L'idéologie woke. Face au wokisme (2)**

Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages

**L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)**

Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages

## **Protestation électorale en 2021 ?**

### **Données issues du 1<sup>er</sup> tour des élections régionales**

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

## **2022, le risque populiste en France (vague 4)**

### **Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages

## **La conversion des Européens aux valeurs de droite**

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

## **Les coûts de la transition écologique**

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

## **Le XXI<sup>e</sup> siècle du christianisme**

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

## **Les protestants en France, une minorité active**

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

## **L'agriculture bio et l'environnement**

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

## **Devrions-nous manger bio ?**

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

## **Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?**

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

## **Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire**

Julien Damon, février 2021, 33 pages

## **Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?**

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

## **Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale**

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

## **Souveraineté économique : entre ambitions et réalités**

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

## **Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire**

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

## **Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision**

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

## **Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé**

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

## **Glyphosate, le bon grain et l'ivraie**

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

## **Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite**

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

## **2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)**

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

## **Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat**

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

## **Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté**

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

## **Relocaliser en France avec l'Europe**

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

## **Relocaliser la production après la pandémie ?**

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

## **Qui paie ses dettes s'enrichit**

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

## **L'opinion européenne en 2019**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

**Les assureurs face au défi climatique**

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

**Changements de paradigme**

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

**Hongkong : la seconde rétrocession**

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

**Tsunami dans un verre d'eau**

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants. Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

**Innovation politique 2019 (tome 2)**

Fondapol, juin 2020, 412 pages

**Innovation politique 2019 (tome 1)**

Fondapol, juin 2020, 400 pages

**Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion**

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

**De la distanciation sociale à la distanciation intime**

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

**Covid-19 : Cartographie des émotions en France**

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

**Ne gaspillons pas une crise**

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

**Retraites : leçons des réformes suédoises**

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

**Retraites : leçons des réformes belges**

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

**Les biotechnologies en Chine : un état des lieux**

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France**

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

**OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

**Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

**Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

**Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat**

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)****Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)****Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)****Politique de concurrence et industrie européenne**

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages

**Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019**

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

**Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?**

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 1)**

**Un indicateur de la protestation électorale**

Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

**La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »**

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

**1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne**

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

**Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1<sup>er</sup> septembre 2019**

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

**Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations**

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

**Vox, la fin de l'exception espagnole**

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

**Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

**Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages

**Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages

**L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante**

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

**Démocraties sous tension**

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

**volume I**, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

**La longue gouvernance de Poutine**

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

**Politique du handicap : pour une société inclusive**

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

**Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF**

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

**Un an de populisme italien**

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

**Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste**

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

**Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages

**Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages

**Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

**Vers une société post-carbone**

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

**Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique**

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

**Innovation politique 2018 (tome 2)**

Fondapol, janvier 2019, 544 pages

**Innovation politique 2018 (tome 1)**

Fondapol, janvier 2019, 472 pages

**L'opinion européenne en 2018**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

**La contestation animaliste radicale**

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

**Le numérique au secours de la santé**

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

**Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise**

Fondapol, décembre 2018, 204 pages

**Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe**

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

**La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages

**La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX<sup>e</sup> siècle**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages

**La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (2)****Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (1)****Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages

**Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,****Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

**L'avenir de l'hydroélectricité**

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

**Retraites : Leçons des réformes italiennes**

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

**Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?**

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages

**Les géants du numérique (1) : magnats de la finance**

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages

**L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux**

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

**Alternative für Deutschland : établissement électoral**

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

**Les Français jugent leur système de retraite**

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

**Migrations : la France singulière**

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

**Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...**

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

**La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan****Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang**

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

**Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration**

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

**Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?**

Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages

**Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?**

Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages

**Éthiques de l'immigration**

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

**Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)**

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

**Villes et voitures : pour une réconciliation**

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

**France : combattre la pauvreté des enfants**

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

**Que pèsent les syndicats ?**

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

**L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

**L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages

**L'Italie aux urnes**

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

**L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous**

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

**L'innovation à l'ère du bien commun**

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

**Libérer l'islam de l'islamisme**

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

**Gouverner le religieux dans un état laïc**

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

**L'opinion européenne en 2017**

Dominique Reynié (dir.), Fondapol, janvier 2018, 140 pages

**Innovation politique 2017 (tome 2)**

Fondapol, janvier 2018, 492 pages

**Innovation politique 2017 (tome 1)**

Fondapol, janvier 2018, 468 pages

**Une « norme intelligente » au service de la réforme**

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

**Autriche : virage à droite**

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

**Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage**

Façal Hafied, novembre 2017, 55 pages

**Où va la démocratie ?**

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

**Violence antisémite en Europe 2005-2015**

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

**Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne**

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

**Marché du travail : pour la réforme !**

Façal Hafied, juillet 2017, 45 pages

**Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie**

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

**Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés**

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

**France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances**

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

**Dettes publiques : la mesurer, la réduire**

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

**Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière**

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

**Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle**

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

**Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :****l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

**Porno addiction : nouvel enjeu de société**

David Reynié, mars 2017, 34 pages

**Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

**Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

**L'actif épargne logement**

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

**Réformer : quel discours pour convaincre ?**

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

**De l'assurance maladie à l'assurance santé**

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

**Hôpital : libérer l'innovation**

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

**Le Front national face à l'obstacle du second tour**

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

**La République des entrepreneurs**

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

**Des startups d'État à l'État plateforme**

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

**Vers la souveraineté numérique**

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

**Repenser notre politique commerciale**

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

**Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté**

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

**L'Autriche des populistes**

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

**L'Europe face aux défis du pétro-solaire**

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

**Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN**

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

**Innovation politique 2016**

Fondapol, PUF, octobre 2016, 758 pages

**Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique**

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

**Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion**

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

**L'opinion européenne en 2016**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

**L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX<sup>e</sup> siècle)**

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

**L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX<sup>e</sup> siècle)**

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

**Refonder l'audiovisuel public**

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

**La concurrence au défi du numérique**

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

**Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité**

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

**Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle**

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

**La blockchain, ou la confiance distribuée**

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

**La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)**

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

**Gouverner pour réformer : éléments de méthode**

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

**Les zadistes (2) : la tentation de la violence**

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

**Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme**

Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

**Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

**Régionales (1) : vote FN et attentats**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

**Un droit pour l'innovation et la croissance**

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

**Le lobbying : outil démocratique**

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

**Valeurs d'islam**

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

**Chiites et sunnites : paix impossible ?**

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

**Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme**

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

**Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels**

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

**L'opinion européenne en 2015**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

**La noopolitique : le pouvoir de la connaissance**

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

**Innovation politique 2015**

Fondapol, PUF, octobre 2015, 576 pages

**Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant**

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

**Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois**

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

**PME : nouveaux modes de financement**

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

**Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 32 pages

**Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 27 pages

**Crise de la conscience arabo-musulmane**

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

**Départementales de mars 2015 (3) : le second tour**

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 41 pages

**Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour**

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 43 pages

**Départementales de mars 2015 (1) : le contexte**

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, août 2015, 30 pages

**Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

**Politique économique : l'enjeu franco-allemand**

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

**Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain**

François Bazin, juin 2015, 35 pages

**Économie de la connaissance**

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

**Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique**

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

**Unir pour agir : un programme pour la croissance**

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

**Nouvelle entreprise et valeur humaine**

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

**Les transports et le financement de la mobilité**

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

**Numérique et mobilité : impacts et synergies**

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

**Islam et démocratie : face à la modernité**

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

**Islam et démocratie : les fondements**

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

**Les femmes et l'islam : une vision réformiste**

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

**Éducation et islam**

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

**Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?**

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

**L'islam et les valeurs de la République**

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

**Islam et contrat social**

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

**Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

**L'humanisme et l'humanité en islam**

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

**Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?**

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

**Coran, clés de lecture**

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

**Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité**

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

**Mémoires à venir**

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

**La classe moyenne américaine en voie d'effritement**

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

**Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes**

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

**L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages**

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

**La politique de concurrence : un atout pour notre industrie**

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

**Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages

**Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages

**Innovation politique 2014**

Fondapol, PUF, octobre 2014, 554 pages

**Énergie-climat : pour une politique efficace**

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

**L'urbanisation du monde. Une chance pour la France**

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

**Que peut-on demander à la politique monétaire ?**

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

**Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014**

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

**Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France**

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

**L'opinion européenne en 2014**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

**Taxer mieux, gagner plus**

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

**L'État innovant (2) : diversifier la haute administration**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

**L'État innovant (1) : renforcer les think tanks**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

**Pour un new deal fiscal**

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

**Faire cesser la mendicité avec enfants**

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

**Le low cost, une révolution économique et démocratique**

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

**Un accès équitable aux thérapies contre le cancer**

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

**Réformer le statut des enseignants**

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

**Un outil de finance sociale : les social impact bonds**

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

**Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance**

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

**Les valeurs des Franciliens**

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

**Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec**

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

**Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées**

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

**L'opinion européenne en 2013**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

**La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

**Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs**

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

**La démobilité : travailler, vivre autrement**

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

**Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie**

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

**Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France**

Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

**Les classes moyennes dans les pays émergents**

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

**Innovation politique 2013**

Fondapol, PUF, janvier 2013, 652 pages

**Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies**

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

**Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux**

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

**La compétitivité passe aussi par la fiscalité**

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

**Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

**La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

**Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

**Youth and Sustainable Development**

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

**La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

**Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

**Libérer le financement de l'économie**

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

**L'épargne au service du logement social**

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

**L'opinion européenne en 2012**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

**Valeurs partagées**

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

**Les droites en Europe**

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

**Innovation politique 2012**

Fondapol, PUF, janvier 2012, 648 pages

**L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**

Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages

**Politique énergétique française (2) : les stratégies**

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages

**Politique énergétique française (1) : les enjeux**

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages

**Révolution des valeurs et mondialisation**

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

**Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

**La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

**L'hospitalité : une éthique du soin**

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

**12 idées pour 2012**

Fondapol, décembre 2011, 110 pages

**Les classes moyennes et le logement**

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

**Réformer la santé : trois propositions**

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

**Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008**

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

**La responsabilité**

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

**Le vote des classes moyennes**

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

**La compétitivité par la qualité**

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

**Les classes moyennes et le crédit**

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

**Portrait des classes moyennes**

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

**Morale, éthique, déontologie**

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

**Sortir du communisme, changer d'époque**

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

**L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?**

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

**La jeunesse du monde**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

**Pouvoir d'achat : une politique**

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

**La liberté religieuse**

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

**Réduire notre dette publique**

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

**Écologie et libéralisme**

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

**Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies**

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

**Contester les technosciences : leurs raisons**

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

**Contester les technosciences : leurs réseaux**

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

**La fraternité**

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

**La transformation numérique au service de la croissance**

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

**L'engagement**

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

**Liberté, Égalité, Fraternité**

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

**Quelle industrie pour la défense française ?**

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

**La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise**

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

**La religion dans les affaires : la finance islamique**

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

**Où en est la droite ? L'Allemagne**

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

**Où en est la droite ? La Slovaquie**

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

**Qui détient la dette publique ?**

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

**Le principe de précaution dans le monde**

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

**Comprendre le Tea Party**

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

**Où en est la droite ? Les Pays-Bas**

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

**Productivité agricole et qualité des eaux**

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

**L'Eau : du volume à la valeur**

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

**Eau : comment traiter les micropolluants ?**

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

**Eau : défis mondiaux, perspectives françaises**

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

**L'irrigation pour une agriculture durable**

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

**Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles**

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

**Où en est la droite ? L'Autriche**

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

**La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat**

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

**Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro**

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

**2011, la jeunesse du monde**

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

**L'opinion européenne en 2011**

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

**Administration 2.0**

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

**Où en est la droite ? La Bulgarie**

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

**Le retour du tirage au sort en politique**

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

**La compétence morale du peuple**

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

**L'Académie au pays du capital**

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

**Pour une nouvelle politique agricole commune**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

**Sécurité alimentaire : un enjeu global**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

**Les vertus cachées du low cost aérien**

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

**Innovation politique 2011**

Fondapol, PUF, novembre 2010, 676 pages

**Défense : surmonter l'impasse budgétaire**

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

**Où en est la droite ? L'Espagne**

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

**Les vertus de la concurrence**

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

**Internet, politique et coproduction citoyenne**

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

**Où en est la droite ? La Pologne**

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

**Où en est la droite ? La Suède et le Danemark**

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

**Quel policier dans notre société ?**

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

**Où en est la droite ? L'Italie**

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

**Crise bancaire, dette publique : une vue allemande**

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

**Dette publique, inquiétude publique**

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

**Une régulation bancaire pour une croissance durable**

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

**Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole**

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

**Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?**

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

**L'opinion européenne en 2010**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

**Pays-Bas : la tentation populiste**

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

**Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat**

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

**Où en est la droite ? La Grande-Bretagne**

David Hanley, avril 2010, 30 pages

**Renforcer le rôle économique des régions**

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

**Réduire la dette grâce à la Constitution**

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

**Stratégie pour une réduction de la dette publique française**

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

**Iran : une révolution civile ?**

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

**Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre**

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

**Agir pour la croissance verte**

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

**L'économie allemande à la veille des législatives de 2009**

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

**Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France**

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

**Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après**

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

**L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française**

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

**La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?**

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :**

**défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

**La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi**

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

**Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme**

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?**

**Une question de justice sociale et un problème démocratique**

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

**La réforme de l'enseignement supérieur en Australie**

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

**Les réformes face au conflit social**

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

**L'opinion européenne en 2009**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

**Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?**

**Sondage, analyse, éléments pour le débat**

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

**Stratégie européenne pour la croissance verte**

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands**

**sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

**Retrouvez notre actualité et nos publications sur [fondapol.org](http://fondapol.org)**

## **Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous!**

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

**Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.**

### **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

### **Vous êtes un particulier**

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

**contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 \_ [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**

**Je soutiens la Fondapol**

voici ma contribution de :

- 100 €     500 €     1000 €     5000 €  
 10000 €     50000 €     Autre montant : \_\_\_\_\_ €

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel  
 Au titre de la société suivante : \_\_\_\_\_

Destinataire du reçu fiscal : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

- Par chèque, à l'ordre de  
la **Fondation pour l'innovation politique**  
 Par virement bancaire daté du : \_\_\_\_\_  
au profit du compte  
Fondation pour l'innovation politique  
à la Caisse des dépôts et consignations : \_\_\_\_\_

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour  
l'innovation  
politique  
11, rue de  
Grenelle  
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert  
Responsable  
administratif  
et financier  
01 47 53 67 09





# LES GAUCHES ANTISÉMITES (2) LA DÉTERMINATION TOTALITAIRE

Par Bernard BRUNETEAU et Stéphane COURTOIS

La prise du pouvoir par Hitler en 1933 systématise la dimension raciale et meurtrière de l'antisémitisme. Cela ne va pas empêcher la gauche pacifiste et les communistes de collaborer, à partir de juin 1940, de manière ponctuelle ou continue, avec l'Occupant nazi. Or, à peine cinq ans après le génocide des Juifs, l'antisémitisme est réactivé sur ses bases traditionnelles – contre Léon Blum –, et selon deux axes inédits. Le premier est celui du négationnisme du génocide, initié par des nostalgiques de la collaboration puis légitimé par Paul Rassinier, un résistant déporté venu du PCF puis de la SFIO, et son livre *Le Mensonge d'Ulysse*, relayé à partir des années 1960 par l'ultra-gauche. Le second axe est celui d'un antisémitisme d'État amorcé en 1946 en URSS par Staline, officialisé en 1948 et camouflé sous l'appellation « antisioniste ». Le négationnisme et cet « antisionisme » survivent à Staline. Ces deux nouvelles formes de l'antisémitisme seront reprises par les mondes communistes et arabo-musulmans. Ils constituent aujourd'hui l'une des pièces majeures démontrant la réalité de « l'islamo-gauchisme ».

Les médias

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

**fondapol.org**



Les données en open data

**data.fondapol**



978 2 36408 360 8

ISBN : 978-2-36408-360-8

5 €